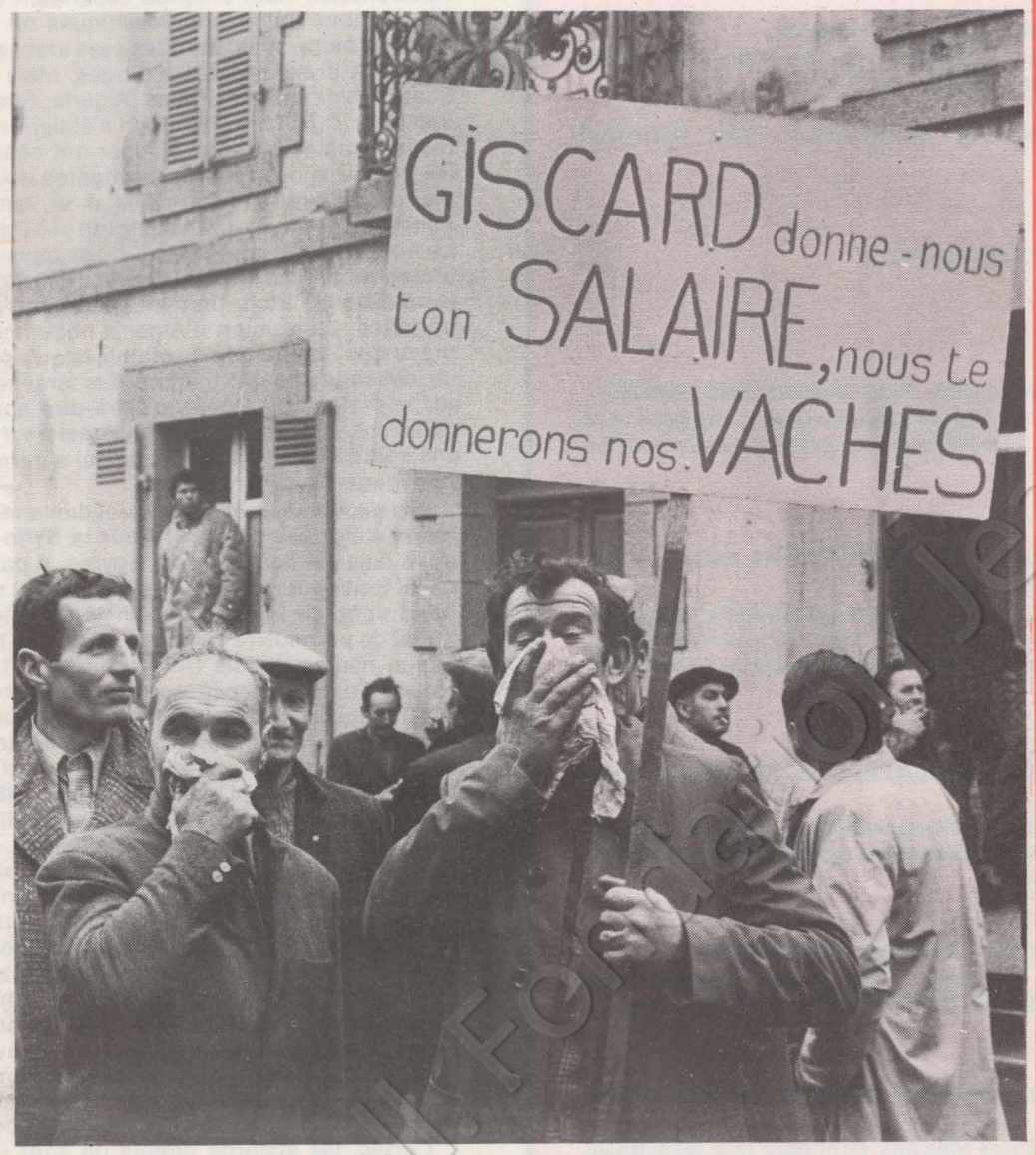
l'unité

N° 99 -3F L'hebdomadaire du Parti socialiste 22 au 28 Février 1974



LA COLERE VERTE

RACKET CHEZ LES PETROLIERS

LA TOUR D'IVOIRE

Après Washington, les Neuf du Marché commun se regardent avec étonnement. Que reste-t-il de l'Europe qu'ils prétendaient bâtir ? La crise monétaire internationale avait déjà montré la difficulté de leur union et maintenant les voici partagés en deux groupes inégaux.

Ils ont bien essayé, cette semaine, de faire comme si rien ne s'était passé. A Bruxelles, les ministres de l'Agriculture ont recommencé leurs discussions méticuleuses et passionnées sur les prix agricoles (**voir en page 18).** De leur côté, les ministres des Finances, réunis également dans la capitale belge, ont constaté qu'ils n'avaient pas grand-chose à se dire. Valéry Giscard d'Estaing s'est contenté de noter que le fait significatif de la réunion était que « l'Europe continue ».

Le ministre des Finances a en effet, au fond du cœur, une certitude bien moins grande que celle qu'il montre dans ses entretiens télévisés à l'usage des Français. Depuis la décision de faire flotter le franc, il sait qu'il n'impose plus à Georges Pompidou ses solutions. Il a eu la corvée désagréable d'aller informer Willy Brandt de la décision française, alors que quelques jours avant il avait affirmé aux Allemands que la France resterait fidèle à l'accord sur les parités fixes. N'étant pas présent à Washington, Giscard d'Estaing n'a pas eu à supporter la colère du ministre de l'Economie de la République fédérale, Helmut Schmidt. Mais il ne pouvait plus ignorer que, dans l'espace de quelques jours, la politique française ne se décidait plus rue de Rivoli, mais au Quai d'Orsay.

Une véritable campagne de publicité a été d'ailleurs engagée en faveur de Michel Jobert. Celui-ci serait devenu en peu de temps un des hommes les plus populaires de France. Si cette popularité peut être contestée, sa célébrité ne fait pas de doute. Les gaullistes orthodoxes retrouvent en lui les accents gaulliens. Dans le monde, il est honni ou adulé selon qu'on appartient au camp occidental, à celui de l'Est ou à celui des pays producteurs de pétrole. Et, déjà, les commentateurs politiques français s'interrogent sur son éventuel destin national.

De toute façon, la crise pétrolière accorde plus d'importance actuellement à l'action diplomatique qu'à celle des financiers. Pour ces derniers, le problème se résume à se

(Suite en page 2)

Sommaire

3 **PETROLIERS : LE RACKET DES GROS, PAR DAVID SYLVAIN.**
L'affaire de Marseille et quelques autres montrent comment les « gros » pétroliers étouffent les petits.

4 **EDITORIAL : L'INFORMATION ASSERVIE, PAR CLAUDE ESTIER.**

5 **CHANGER LA VIE POLITIQUE.**

6 **ANTILLES : L'AUTRE FRANCE, PAR ROLAND FLORIAN.**
Une fois de plus, la police a frappé aux Antilles. Va-t-on enfin s'intéresser au sort de ces Français pas comme les autres ?

AUTOGESTION : PAS UNE AUBERGE ESPAGNOLE, PAR MICHELE BACKMANN.

8 **CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE.**

9 **CHILI : LES BOURREAUX SONT FATIGUES, PAR JACQUELINE SORRET.**
Ecœurés par l'injustice, les excès et la répression forcenée, les partisans de la Junte commencent à déserter. Le temps joue en faveur de la gauche unie.

10 **ANTONY WEDGWOOD-BENN : « LA GRANDE-BRETAGNE EST LA DERNIERE COLONIE DE L'EMPIRE BRITANNIQUE ».**
Le Parti travailliste saura-t-il galvaniser les forces qui souhaitent le changement ? C'est une des questions que notre correspondante à Londres a posée à Antony Wedgwood-Benn, l'un des dirigeants les plus en vue de la gauche travailliste.

12 **SOLJENITSYNE : LE MOUCHERON ET LE MARTEAU-PILON, PAR CLAUDE FUZIER.**
Pour les Soviétiques, la coexistence pacifique doit être compensée par un renforcement de la lutte idéologique. L'excessive campagne contre Soljenitsyne répond à cette préoccupation.

14 **CONSOMMATEURS : LE COLIS PIEGE, PAR GUY PERRIMOND.**
Faire ses courses au lit ou dans son bain, c'est ce que proposent les sociétés de vente par correspondance. Mais attention au colis piégé.

15 **ACTION CULTURELLE : LES CATHEDRALES DESERTEES, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS.**
Les Maisons de la culture voulues par Malraux sont plus que lézardées, brisées par la bêtise et la peur d'une droite pour qui culture signifie toujours le diable.

17 **CHANGER LA VIE CULTURELLE.**

18 **PAYSANS : LA COLERE VERTE, PAR JEAN-PIERRE PAUMELLE.**
Le pouvoir d'achat des petits paysans ne cesse de régresser. Mal défendu par un syndicat unique et modéré, dans lequel ils ne se reconnaissent plus, ils sont prêts à l'action directe.

24 **MA PART DE VERITE, PAR FRANCOIS MITTERRAND**

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (page 18). Barrigues (pages 17, 19). Gérald Bloncourt (page 6). Jean-Pierre Coureuil (pages 7, 9, 14, 18). Desmoulins (page 13). Fotolib (pages 1, 8, 9, 14, 18, 21). Keystone (page 11). Teich (page 5).

→

demander comment ils paieront la note. A Bruxelles, les ministres des Finances s'en sont donc tenus à la promesse de « consultations approfondies » sur les variations du marché international et ont chargé le comité des Banques centrales des neuf pays d'examiner comment pourraient être éventuellement utilisés les dollars amassés par les pays détenteurs du pétrole.

C'est donc l'action diplomatique — c'est-à-dire une façon d'agir qui, au-delà du vocabulaire, s'appuie sur des rapports de force — qui s'impose après Washington. La thèse française a été accueillie favorablement en Union soviétique, toujours prête à encourager les divergences entre les alliés occidentaux, étant entendu cependant que les relations américano-soviétiques ne seront pas perturbées. Dans les pays arabes, la France a droit à tous les éloges. Mais les quatre chefs d'Etats arabes (Algérie, Arabie saoudite, Egypte et Syrie) qui s'étaient réunis la semaine dernière à Alger ont chargé les ministres des Affaires étrangères d'Arabie et d'Egypte, Omar Sakkaf et Ismail Fahmi, de se rendre à Washington et à Paris. Le choix de deux représentants de pays qui entretiennent maintenant des relations positives avec les Etats-Unis a beaucoup d'importance. La réunion d'Alger a notamment prévu que l'embargo ne serait levé qu'après un désengagement militaire des Israéliens sur le plateau du Golan, c'est-à-dire après qu'ait été obtenue sur le front israélo-syrien une solution semblable à celle qui a permis de dégager le canal de Suez.

Les deux ministres arabes ont demandé à Henry Kissinger d'obtenir pour la Syrie ce qui a déjà été acquis pour l'Egypte. A partir de là, tout peut devenir possible. Et tout dépend donc de la capacité du Département d'Etat de poursuivre au Proche-Orient la politique menée depuis trois mois, les Etats arabes n'entendant pas renoncer à leur arme essentielle, le pétrole, avant d'avoir abouti à un compromis honorable pour tout le monde. C'est du moins l'attitude de l'Egypte et de l'Arabie saoudite qui, pour des raisons différentes mais coïncidentes, voudraient en finir avec un conflit coûteux et embarrassant. En revanche, le gouvernement algérien, plus engagé dans la lutte idéologique contre l'impérialisme, souhaiterait aller plus loin. Il ne paraît pas avoir les moyens d'entraîner à sa suite le roi Fayçal et le président Sadate. Car Henry Kissinger ne parle plus seulement au nom des Etats-Unis, mais au nom de la majorité des pays du Marché commun, majorité qui a accepté la proposition américaine d'une coordination de l'action des pays consommateurs dans la crise pétrolière.

Certes, les accords directs ne sont pas abandonnés. Mais, au niveau d'un arrangement global portant sur plusieurs années, les principaux pays producteurs savent maintenant qu'ils ne peuvent plus compter sur une division profonde des acheteurs. La considération montrée à l'égard de l'attitude française n'empêche pas le réalisme. La France à elle seule n'est pas en état de répondre à tous les besoins des pays arabes. Les Etats-Unis et l'Europe moins la France constituent un marché infiniment plus intéressant.

Si une politique se juge sur ses résultats, celle de Michel Jobert, aussi spectaculaire soit-elle, est un échec. On peut en approuver ou en contester le bien-fondé, on ne peut pas nier qu'elle ne conduise nulle part. Le ministre des Affaires étrangères français aurait déclaré à des journalistes américains qu'il ne voulait pas qu'on lui marche sur les pieds. La meilleure façon d'en avoir la garantie, c'est évidemment de marcher tout seul, le plus loin possible des autres. Qu'on ne s'étonne pas alors si la route paraît longue et si l'on risque de se retrouver un jour complètement égaré. ■

Pétroliers

LE RACKET DES GROS

L'affaire de Marseille et quelques autres montrent comment les « gros pétroliers » étouffent les petits.

Il n'y a décidément pas de petits profits pour les pétroliers. Tandis que sur le plan international les géants multinationaux du pétrole ont manipulé et utilisé la prétendue crise du pétrole au mieux de leurs intérêts *(voir « l'Unité » de la semaine dernière),* chaque pays a son lot de vicissitudes pétrolières internes.

A la petite échelle de la France, on perçoit de mieux en mieux comment les grandes compagnies pétrolières — d'origine nationale ou étrangère — ont largement tiré parti de la crise déclenchée en octobre.

Sur le plan des prix tout d'abord, il est clair que les deux hausses successives des tarifs des produits pétroliers ont permis aux détenteurs de stocks des profits immédiats et absolument injustifiés. Pierre Messmer nous avait annoncé que ces bénéfices seraient taxés. On attend la taxe en question sans rien voir venir.

Pour choquants qu'ils soient, ces profits ne sont cependant pas en contravention avec la loi. Il n'en va pas de même de certaines pratiques auxquelles se sont livrées les pétroliers et qui commencent peu à peu à se faire jour.

De quoi s'agit-il ? D'un phénomène très simple, très évident, tout à fait dans la logique de l'économie de profit actuelle. Il y a en France deux sortes de pétroliers. Les gros, intégrés aux trusts mondiaux, qui importent du brut, le raffinent, le distribuent quand ils ne sont pas concessionnaires des puits de pétrole. On les connaît bien, ils constituent le fameux « cartel » qui jusqu'à octobre faisait régner sa loi sur le monde de l'énergie.

A côté de ces monstres, il y a en France quelques petits pétroliers, ceux qu'on appelle les « indépendants ». Achetant des produits raffinés, soit en France même, soit à l'étranger, ces petites sociétés ont essentiellement une activité locale.

On connaît la logique capitaliste qui va vers une monopolisation toujours croissante. Dans le secteur pétrolier, le phénomène ne date pas de la récente crise.

L'affaire de Marseille

Une affaire remontant à 1971 agite depuis quelques jours la Canebière et a amené mercredi l'inculpation de 15 dirigeants régionaux d'une douzaine de firmes pétrolières. A l'origine, on y voit un distributeur indépendant de la région de Marseille, la Société d'approvisionnement et de groupement industriel et pétrolier (Sagip), conduit à la faillite en juin 1971. Un des gérants de cette société, Roger Bodourian, se rebiffe. Selon lui, sa société a été entraînée sur la mauvaise pente par un véritable racket organisé par les gros pétroliers. Ceux-ci se répartissent les marchés, rendant vaines les procédures d'adjudication publique — c'est-à-dire de recherche du meilleur prix en mettant les distributeurs en compétition. Malheur à ceux qui transgressent la loi des pétroliers ! La Sagip de Bodourian est de ceux-là. Gaston Defferre raconte qu'il y a quelques années, lors d'une de ces adjudications auxquelles procédait la municipalité de Marseille, la Sagip avait enlevé le marché de l'approvisionnement du fuel en proposant le meilleur prix. Soumise sans doute à de trop fortes pressions, elle se rétractait le jour de la signature du contrat.

Peu conciliant, Bodourian a vu ses marchés et ses approvisionnements se rétrécir, ses crédits bancaires s'interrompre comme par sortilège. Mais, ne croyant pas à la magie, il a porté plainte contre de grandes compagnies pétrolières pour entente abusive et pratique illégale dans l'adjudication des marchés publics. Instruite par un juge d'instruction sans complaisance, soutenu par un Parquet imperméable aux pressions, la plainte de Bodourian est sur le point d'aboutir à de nombreuses inculpations.

Elle vient de se trouver confortée par la plainte que vient de déposer Gaston Defferre au nom de la mairie de Marseille. Celui-ci estime que la municipalité a fait les frais de l'entente entre les pétroliers. Il explique : « Alors que, par le passé, nous obtenions dans les adjudications des rabais de 5 à 10 %, lors de la dernière adjudication aucun rabais n'a pu être obtenu. »

Pour le maire de Marseille, qui s'étonne du bruit produit autour de sa plainte, il s'agit simplement de faire toute la lumière dans une affaire qui, si elle se vérifie, lèse tous les contribuables marseillais.

On parle beaucoup de Marseille. Ce n'est pourtant pas un cas isolé. D'autres plaintes du même genre ont été déposées depuis octobre dernier par des revendeurs indépendants, notamment à Briançon ; diverses municipalités pourraient suivre l'exemple de Gaston Defferre.

Moralisation de façade

Que font les pouvoirs publics face à cette situation ? Pas grand-chose, on le devine. Valéry Giscard d'Estaing a essayé de se donner bonne figure en sortant de son chapeau in extremis, samedi dernier, un protocole d'accord définissant les bonnes pratiques à observer en matière de concurrence dans le secteur pétrolier. Ce protocole aurait été signé en octobre dernier. On en apprend l'existence quatre mois plus tard... Il a été publié officiellement mercredi.

Cette moralisation de façade ne saurait faire oublier que, depuis des années, le Pouvoir fait le jeu des grandes compagnies, comme le prouvent les péripéties qui ont conduit il y a quelque temps à refuser l'implantation en France d'une raffinerie soviétique assortie de la garantie de 5 millions de tonnes de pétrole brut soviétique par an.

A l'origine, un distributeur indépendant du Sud-Ouest, envisage d'implanter une raffinerie pour traiter lui-même des produits →

La « haute considération » de Pompidou

Au moment où la junte fasciste qui règne à Santiago s'apprête à faire juger à huis clos les dirigeants de l'Unité populaire qui étaient détenus à l'île Dawson, au moment où le général Pinochet annonce cyniquement qu'il ne saurait y avoir d'élection au Chili « d'ici à cinq ans et peut-être bien plus encore », le président de la République française Georges Pompidou n'a pas craint, en recevant les lettres de créances du nouvel ambassadeur chilien à Paris, de l'assurer de son appui et de son désir de poursuivre avec son gouvernement « une coopération mutuellement bénéfique ».

Par la sévérité des propos qu'il avait tenus en octobre dernier à l'égard du gouvernement de Salvador Allende, on avait pu juger déjà des sentiments de Pompidou. On n'imaginait pas qu'il irait jusqu'à assurer Pinochet de sa « haute considération », ce qui est une insulte aux milliers de démocrates assassinés ou emprisonnés par la junte depuis le 11 septembre.

Insulte que le peuple français ne peut pas ne pas relever. C'est la raison pour laquelle les organisations parisiennes du Parti socialiste, du Parti communiste, des Radicaux de gauche et du P.s.u., ainsi que celles de la C.g.t., ont décidé d'organiser ensemble une manifestation de protestation ce vendredi 22 février à 18 h 30. Rassemblement au métro La Motte-Picquet-Grenelle pour manifester à l'ambassade du Chili.

Editorial

L'information asservie

L'attaque vient de loin. Depuis des années, elle a connu les formes les plus diverses. Mais ceux qui la mènent n'ont jamais perdu de vue leur objectif. Ils sont maintenant bien près de l'atteindre : le 1er janvier 1975, quand entrera en vigueur la nouvelle réforme de l'O.r.t.f. issue de ce que l'on appelle le « plan Marceau Long » que le Conseil des ministres doit approuver d'ici deux ou trois semaines, le démantèlement de l'Office de la Radiodiffusion-Télévision française sera un fait accompli. Le terrain sera libre pour les quelques groupes privés qui attendent avec impatience la fin de ce monopole dont l'existence les a jusqu'à présent empêchés de mettre la main sur l'arme absolue de l'information.

On ne comprend rien à cette réorganisation de l'O.r.t.f. et à l'âpre bataille que livre l'ensemble des syndicats des personnels de l'Office pour tenter encore d'y faire échec, si l'on n'en retient que l'aspect technique, ce qui est précisément le vœu du gouvernement. Le public réclame des programmes. Quand il en est privé, sans qu'aucune explication de fonds lui soit jamais donnée, il a tendance à s'en prendre à ceux dont on lui dit que la grève a entraîné la suppression de telle ou telle émission. Et quand on lui suggère que la décentralisation projetée permettra d'assurer une production plus régulière et plus diversifiée, pourquoi ne le croirait-il pas ?

Mais le vrai problème n'est pas là. Le nouveau plan de réforme n'a pas d'autre signification que de s'inscrire très directement dans une politique systématique de mainmise sur les grands moyens de communication. Le ministre de l'Information Jean-Philippe Lecat l'a avoué lui-même lorsqu'il a énuméré récemment les quatre éléments de la réorganisation de l'information qu'il est chargé de mettre en œuvre :

— mise en place de la délégation à l'Information,
— réorganisation des services juridiques et techniques,
— création d'un institut d'étude des problèmes de communication,
— décentralisation de l'O.r.t.f.

Au moins les choses sont claires et c'est bien dans ce contexte général que se situe le plan Marceau Long. Non content d'avoir favorisé dans la presse écrite régionale des restructurations qui ne laissent subsister, à trois ou quatre exceptions près, que des grands quotidiens favorables au Pouvoir, non content de s'être assuré, par l'intermédiaire de la Sofirad, le contrôle total ou partiel de l'ensemble des postes de radio périphériques, non content encore d'avoir fait des journaux télévisés régionaux des officines de propagande pour les préfets et les députés U.d.r., non content enfin d'intervenir abondamment sur les antennes nationales de la Télévision, le gouvernement veut maintenant diviser cet empire que constitue l'O.r.t.f. pour mieux régner sur lui. Il n'a pas oublié qu'en mai 1968, la grande maison ronde du quai Kennedy fut un des hauts-lieux de la contestation. Il ne veut plus courir un tel risque.

Décentralisé en petites unités séparées et bientôt rivales, l'Office sera encore mieux à la merci du Pouvoir. Affaibli dans ses structures, il résistera moins encore à la pénétration des intérêts privés qui ont gagné la première manche en 1968 avec l'introduction de la publicité de marques et qui s'apprêtent à gagner la seconde — et la partie — en brisant le monopole d'émission après avoir brisé, depuis longtemps, celui de la production. Le raisonnement est déjà tout prêt : la troisième chaîne, lancée prématurément, coûte très cher, elle entraîne un déficit que l'O.r.t.f. ne peut plus supporter. Pourquoi ne pas la confier à un groupe privé, ce qui sera d'autant plus facile qu'elle aura été préalablement « décentralisée » ? Bénéficiant d'une infrastructure financée par l'Etat, Hachette, Philips et quelques autres — qui sont déjà prêts à se jeter sur le marché de la télédistribution et des vidéocassettes — recevront en cadeau le droit d'émettre des programmes. Et si la gauche au Pouvoir demain voulait revenir au monopole elle serait aussitôt accusée de porter atteinte à la liberté d'expression.

Encore une fois, il ne s'agit pas de politique-fiction, mais d'un processus largement avancé et de même nature que celui qui a été mis en œuvre pour les autoroutes, le téléphone ou la formation permanente. Partout, l'Etat capitaliste fait bon ménage avec les groupes privés. Mais quand il s'agit de l'information des citoyens, c'est la démocratie qui en fait les frais.

CLAUDE ESTIER

P.S. — Les premiers dans la presse, nous avons annoncé la semaine dernière que le gouvernement s'apprêtait à prendre des décisions draconiennes à propos de Concorde. Personne n'a voulu faire écho à nos informations. Pourtant, bien que le ministre Yves Guéna s'efforce encore de dissimuler la vérité, c'est bien, hélas, de cela qu'il s'agit.

LE RACKET DES GROS

→

bruts. Il s'adresse à l'U.r.s.s. Celle-ci, qui construit des raffineries dans bon nombre de pays du Tiers-Monde, est ravie de l'aubaine de pouvoir implanter une raffinerie en France. Bien que la capacité prévue pour cette raffinerie ne soit que de 2 millions de tonnes, l'U.r.s.s. propose de garantir un approvisionnement de 5 millions de tonnes.

Une licence de raffinage est donc demandée à la direction des Carburants. La raffinerie serait installée près de Sète. Le projet aurait la faveur de Giscard d'Estaing.

Mais voilà que dans cet Etat dans l'Etat que constitue la direction des Carburants, des critiques se font jour. La société indépendante n'aurait pas l'assise financière suffisante, la raffinerie soviétique ne serait pas au point... Ensuite, ce sont les menaces directes sur la société, qui pourrait se voir retirer sa licence.

Après les tergiversations d'usage, le projet est écarté, sous la pression de la direction des Carburants. La France se sera privée d'une raffinerie et de quelques millions de tonnes de pétrole brut.

Que viennent faire les grandes compagnies dans cette affaire ? Sans bien sûr pouvoir affirmer qu'elles ont fait pression sur l'administration, il est certain qu'elles ont été ravies de la décision finale. Le raffinage est, en effet, le stade le plus rentable du cycle pétrolier et le « cartel » ne voyait pas d'un très bon œil l'irruption d'un « nouveau » dans ce secteur.

Quant aux pouvoirs publics, n'est-il pas troublant de voir, quelque temps plus tard, le directeur des Carburants de l'époque passer dans le privé ? Comme par hasard, chez Schlumberger...

DAVID SYLVAIN

A NOS ABONNES

Les premiers abonnements spéciaux de 15 semaines souscrits au cours de la campagne que nous avons lancée en octobre dernier arrivent à échéance. Nous voulons espérer que tous ceux qui nous ont ainsi apporté leur soutien se sont attachés au journal et voudront continuer à le recevoir régulièrement. Une lettre de rappel sera adressée personnellement à tous les intéressés. Mais, pour éviter toute interruption dans le service de « l'Unité », nous leur conseillons de se réabonner sans attendre pour un an en remplissant le bulletin en page 23. Ils bénéficieront encore du prix de 90 F que les hausses intervenues au cours des dernières semaines, notamment sur le papier, vont nous contraindre à augmenter très prochainement.

Et surtout ne manquez pas le numero 100 de « l'Unité » qui sera un numéro exceptionnel.

changer la vie politique

REPRESSION A « PARIS-NORMANDIE »

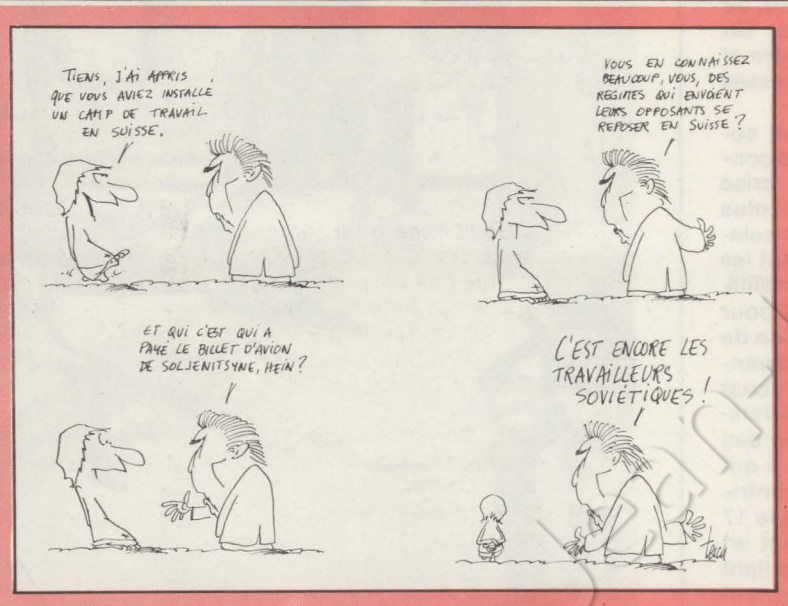
Le passage du quotidien « Paris-Normandie » dans le groupe de Robert Hersant — député P.d.m. de l'Oise — a eu immédiatement pour effet d'accentuer le conformisme du journal. C'est ainsi qu'un rédacteur de l'agence parisienne, Jacques Billière, qui est également secrétaire adjoint de la section syndicale C.g.t. des journalistes de « Paris-Normandie », a reçu la semaine dernière une lettre de licenciement pour « incompétence ». En réalité, Billière avait déjà vu depuis quelques mois plusieurs de ses articles censurés ou même refusés par la direction, sous prétexte qu'ils faisaient la part trop belle à la gauche. En le licenciant, la direction du journal cherche surtout à se débarrasser d'un gêneur.

SUCCES P.S. DANS LA MANCHE

« La Nation » a reproché au « Monde » d'avoir souligné que l'élection du candidat socialiste Georges Jourdam, dimanche dernier dans le canton d'Octeville (Manche), représentait un succès pour le P.s. Double succès, même. D'une part, Jourdam l'a emporté de près de 400 voix sur le maire modéré d'Octeville qu'il ne devançait que d'une centaine de voix au premier tour. D'autre part, l'ancien canton d'Octeville tenu par un socialiste avait été, en juillet dernier, divisé en trois : dans chacun des trois nouveaux cantons, c'est un socialiste qui a été élu.

PERCEE A NICE

Week-end socialiste dans les Alpes-Maritimes. Quelques semaines seulement après sa rupture avec les conseillers municipaux qui ont préféré poursuivre leur collaboration avec le maire réactionnaire de Nice, Jacques Médecin, la nouvelle Fédération a réussi une jolie percée. Un meeting public à la Faculté a réuni plus de 500 personnes autour de Claude Estier



et celui-ci, entouré de Jean Debengy, secrétaire fédéral et Paul Guerrin, secrétaire de la section de Nice, a donné une conférence de presse dont la presse locale écrite et parlée a longuement rendu compte. Un déjeuner-débat a réuni une centaine de militants venus de tout le département. Enfin, dimanche après-midi, à Grasse, le premier cross de « l'Unité », organisé par la section locale et patronné par notre journal, a connu, malgré le temps maussade, un gros succès d'affluence et de participation toutes catégories.

MARCEAU LONG NE SE MOUILLE PAS

Une délégation des trois partis de gauche, composée de Roland Leroy, François Loncle et Claude Estier, a posé la semaine dernière au patron de l'O.r.t.f., Marceau Long, le problème de la participation des représentants de l'opposition aux émissions d'information et de débats à la télévision. Réponses évasives du P.d.g. qui a cependant promis que le quart d'heure trimestriel réservé aux partis politiques se poursuivrait normalement... si les partis de la majorité en étaient d'accord.

SANGUINETTI D'ABORD

Le 10 février, à Annecy, un hélicoptère Alouette 3 de la Protection civile se pose. En descend Alexandre Sanguinetti. L'utilisation d'un appareil des services de protection est déjà étrange lorsqu'elle sert au tourisme politique. Mais l'histoire est devenue parfaitement scandaleuse — et le député Jean-Pierre Cot s'en est inquiété auprès du ministre de l'Intérieur — lorsqu'on a appris d'autres détails : cet hélicoptère avait, au lieu de ce voyage du secrétaire général de l'U.d.r., reçu l'ordre d'assurer un sauvetage sur les lieux d'une avalanche, près de Saint-Jean-de-Maurienne.

Etonnante priorité...

LA REGIONALISATION COMMENCE BIEN

Scandale... Abus de confiance... Malhonnêteté. Ces propos, tenus par les principaux leaders politiques de la région Nord - Pas-de-Calais, visent l'O.r.t.f. On les comprend. Car, pour rendre compte d'une séance de plusieurs heures de leur Conseil régional, présidé par Pierre Mauroy et où la gauche est majoritaire, la télévision régionale a présenté le 12 février une longue intervention de... Norbert Segard, député du Nord, apparenté U.d.r.

Déjà, le 29 janvier, une manipulation grossière avait été effectuée pour truffer un débat — filmé le 12 juillet 1973 — sur la réforme régionale d'interventions d'Alain Peyrefitte, ministre chargé des Réformes administratives. Celles-ci, enregistrées après coup, faisaient la part belle au ministre et faussaient le sens du débat passé. Curieuse conception de l'information, de l'objectivité et du dialogue ! Aussi Pierre Mauroy s'est-il élevé contre ce « scandale qui est aussi un manque grave aux règles de la démocratie ».

Semaine après semaine, le gouvernement prouve qu'il entend plus que jamais soumettre l'information aux besoins de sa propagande.

COMBAT POUR « COMBAT »

Après plusieurs mois de lutte au sein de l'entreprise, les rédacteurs de « Combat » ont décidé à l'unanimité, vendredi dernier, de cesser leur collaboration à ce journal au nom de la « clause de conscience » des journalistes. Ils expliquent leur décision par la multiplication des déficiences techniques depuis le mois d'octobre dernier. Ils avaient, à diverses reprises, attiré l'attention du directeur, Henry Smadja, sur la nécessité de remédier à la situation.

Celle-ci, déclarent les journalistes, « porte évidemment un préjudice grave à la réputation de ceux dont le nom est attaché à « Combat ». Elle traduit un mépris du lecteur auquel les journalistes ne sauraient s'associer sans déchoir ».

Face à ce départ de l'ensemble de la rédaction, qui suit la démission de Philippe Tesson (rédacteur en chef) et de Richard Liscia (rédacteur en chef-adjoint), Smadja a manifesté son intention de « continuer ». Il a cependant déclaré : « Les défauts de fabrication sont certains et je ne les conteste pas ».

Un nouveau rédacteur en chef a été engagé. Il risque cependant de se retrouver tout seul le 8 mars, jour du départ effectif de la rédaction, qui a proposé de continuer à travailler jusqu'à cette date.

L'AUTRE FRANCE

La Martinique vient, une fois encore, de vivre des heures douloureuses. Un affrontement entre forces de l'ordre et manifestants a fait un mort et cinq blessés graves.

C'est l'aboutissement d'une tension sociale provoquée par une succession de conflits et par les conséquences de la crise énergétique. Celles-ci sont, en effet, plus sensibles pour le pouvoir d'achat des salariés des départements d'outre-mer dont les approvisionnements sont, en quasi-totalité, imposés et dont les coûts dépendent pour beaucoup des transports. L'exaspération de toute une population qui chaque jour davantage voit s'amoindrir un pouvoir d'achat pourtant déjà bien bas, a conduit au durcissement des conflits sociaux. La grève des employés du journal « France-Antilles » qui dure depuis novembre a largement contribué à détruire le climat social. Depuis le 17 janvier, les ouvriers de la banane sont en grève. Ces ouvriers saisonniers ne travaillent que trois jours par semaine et gagnent moins de 450 F par mois. Ils demandent, sans succès depuis plus d'un mois, que leur salaire journalier soit augmenté. La durée et la gravité de ces mouvements et l'inquiétude provoquée par l'augmentation importante des prix ont abouti au mot d'ordre de grève générale du 12 février. C'est au surlendemain de celle-ci qu'eurent lieu les événements dramatiques.

Comme d'habitude le Pouvoir s'efforce de rejeter la responsabilité sur des « provocateurs ». On pouvait hésiter pendant 48 heures mais, depuis, les témoignages parvenus concordent : c'est de propos délibéré que les forces de l'ordre ont attaqué un groupe de grévistes qui circulaient dans les plantations du nord de l'île. Le mouvement stratégique consistant à poursuivre les grévistes et à les jeter contre un second groupe des forces de l'ordre qui venait en sens inverse, tandis qu'un hélicoptère rasant les têtes bombardait de grenades lacrymogènes, est rapporté en termes semblables par divers commentateurs. Très ouvertement, le patronat local avait demandé au préfet, ces jours derniers, l'intervention directe des forces de l'ordre. Il fallait en finir avec ces mouvements et, par conséquent, trouver l'occasion de « faire un exemple ». Il avait été facile dernièrement de faire évacuer les locaux de « France-Antilles » occupés par les 90 employés grévistes : le député de l'Oise Robert Hersant, directeur du journal, n'a-t-il pas amené de métropole les ouvriers et techniciens pour tenter de briser cette grève, tous frais de voyage et d'hôtel groupés ? C'était moins facile pour les ouvriers de la banane dispersés dans les plantations et il fallut trouver une tactique originale.

L'émotion était grande à la Martinique. On pansait les plaies, on enterrait l'ouvrier agricole tué (55 ans, 7 enfants), on cherchait les amis disparus. C'est alors qu'on découvrit sur une plage proche le cadavre d'un jeune homme de 20 ans, bien connu pour ses sentiments de gauche et disparu depuis la veille. La mort remonte à moins de deux heures au moment de la découverte, le corps porte des plaies et des traces de coups violents au crâne, au visage, au bas ventre, les poignets et les doigts sont atrocement blessés, un bras est cassé. Le médecin refuse le permis



Pour le ministre Olivier Guichard « les Antilles jouissent d'une situation exceptionnelle ». Il n'a sans doute pas vu les bidonvilles de Fort-de-France.

L'autogestion : c'est autour de ce thème que se sont rassemblés à Paris, les 16 et 17 février, des représentants de la C.f.d.t., du Parti socialiste, du P.s.u., et du Comité de liaison pour l'autogestion socialiste. A l'origine de ce premier colloque, une initiative de la C.f.d.t., qui a préféré que ces discussions se déroulent entre organisations favorables à l'autogestion. « C'est tout à fait volontairement que nous n'avons pas voulu faire de nos colloques des rencontres à grand spectacle, regroupant un grand nombre de participants, a déclaré Edmond Maire. Il s'agit de procéder à des échanges de vues sur une orientation commune sans pour autant conclure les discussions par des textes, ni s'orienter vers une structure de liaison entre les différentes organisations. »

Deux grands absents donc à ce colloque : le P.c. et la C.g.t., qui n'avaient pas été invités et ont manifesté leur mécontentement. La veille, « l'Humanité » titrait : « Autogestion, les bases d'accord existent » et exprimait le regret que le P.c. n'ait pas été convié au colloque : « Le Parti communiste, écrivait Paul Laurent, ne se serait pas présenté les mains vides, ni pour dénigrer. Il a des idées sur la question, des propositions à faire. Il est prêt à écouter celles des autres et en débattre. »

Le Parti socialiste, pour sa part, a aussi déploré cette absence : « Nous n'aurions vu aucun inconvénient à ouvrir ici même une confrontation avec toutes les forces de gauche qui ont jusqu'ici manifesté des divergences sur l'autogestion, a déclaré samedi matin Gérard Jaquet, secrétaire national du P.s. Ces divergences sont-elles aussi importantes qu'il y a deux ans ? Je ne le pense pas. Le P.c. regrette de ne pas participer à ce colloque et souligne qu'à présent il est possible d'aboutir sur l'autogestion. » En fait, la position du P.s. est claire : chez tous les orateurs qui se sont succédé à la tribune (Georges Sarre, André Salomon, Gilles Martinet, Pierre Mauroy, Didier Motchane) est apparue

Guy Nania

Docteur ès Sciences Politiques

Le P.S.U. AVANT ROCARD

Présentation de

Jean Poperen

Membre du bureau exécutif du Parti Socialiste

Député du Rhône

Offre spéciale aux lecteurs de L'UNITE :

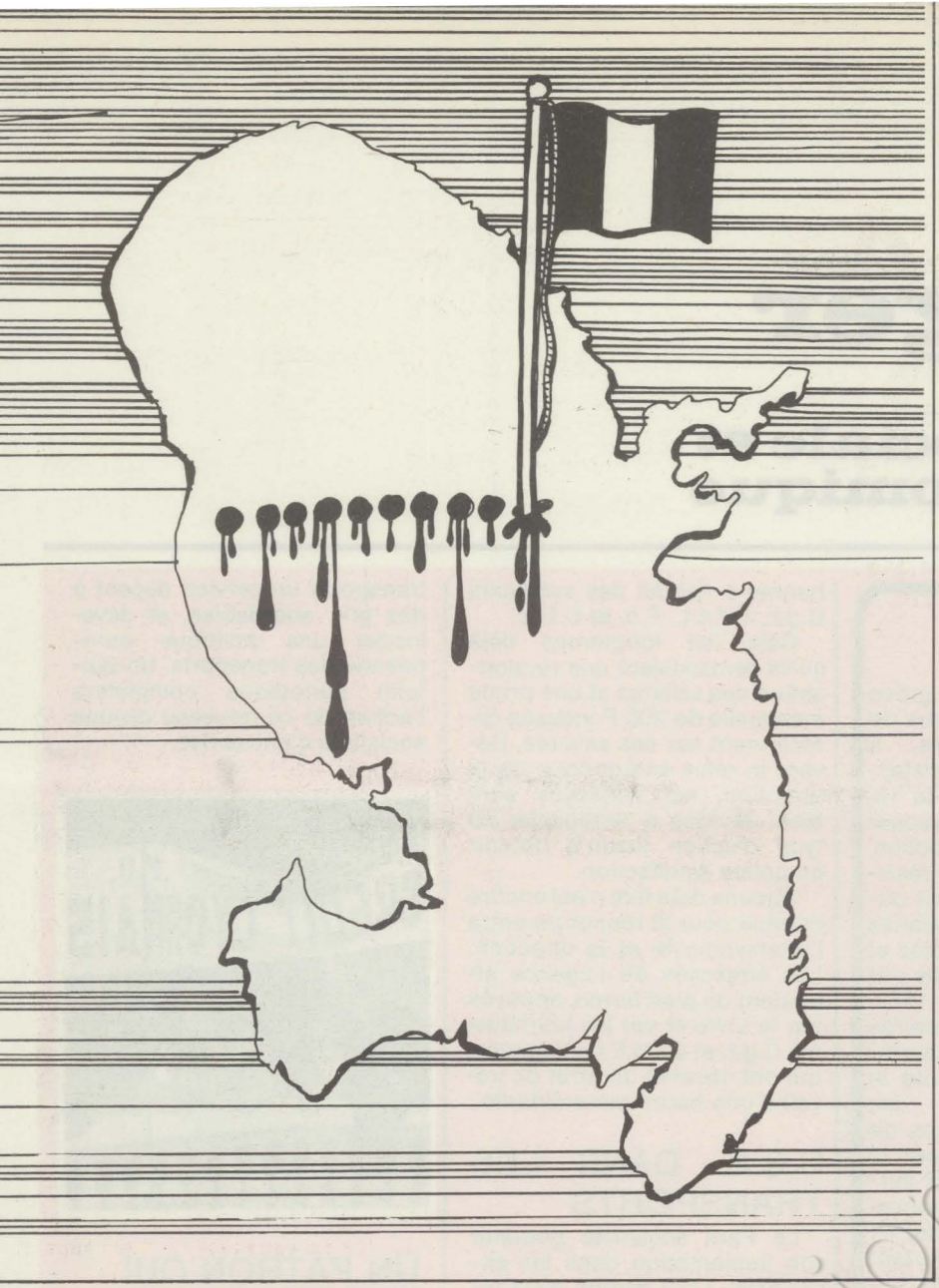
26,65 F franco (au lieu de 37 F)

aux

EDITIONS ROBLOT

8 bis, rue de Châteaudun

75009 PARIS



Une fois de plus, la police a frappé aux Antilles. Va-t-on enfin s'intéresser au sort de ces Français pas comme les autres ?

d'inhumer. Bien entendu, il faut étouffer l'affaire et l'acte officiel de l'autopsie pratiquée dément les violences (on s'en serait douté) mais il ne donne pas les causes de la mort. Nos informations, nous les tenons des socialistes martiniquais car Georges Marie-Louise, le jeune homme torturé dont le cadavre a été trouvé sur une plage de Basse-Pointe, était des nôtres.

Sans doute, comme d'habitude, dissimulera-t-on la vérité aux Français et surtout à ceux de la métropole. C'est si loin et c'est si facile. Comme il est facile de leur cacher l'impunité dont jouit la police à chaque fois qu'elle frappe et qu'elle tue dans les départements d'outre-mer.

Sans doute une enquête sera-t-elle prescrite mais sans doute aussi aucune juridiction ne sera-t-elle saisie, comme ce fut le cas pour la mort du jeune lycéen Nouvet, victime (innocente, tous les témoignages l'ont prouvé) du geste imbécile d'un policier.

Pour qu'il n'en soit plus ainsi il faut que les Français de France cessent enfin de se désintéresser du sort de ceux de là-bas. Même s'ils sont loin et s'ils sont noirs.

ROLAND FLORIAN

Autogestion : Pas une auberge espagnole

une double volonté : affirmer d'une part qu'il n'est absolument pas question de se couper des forces de gauche signataires du programme commun ; et, d'autre part, avancer dans la définition de l'autogestion. En souhaitant que ce débat puisse s'ouvrir à la gauche toute entière.

C'est ce que Pierre Mauroy, quant à lui, a très clairement exprimé :

« La gauche n'avancera pas dans cette voie en érigeant des barrières artificielles... Elle doit, dans toutes ses composantes, engager une confrontation permanente pour tous ces points, avec la volonté de lever les obstacles afin de renforcer l'unité de toutes les forces de gauche. Dans cette voie, le programme commun a marqué un procès décisif qui n'est pas toujours apprécié à sa juste valeur. Nous ne le considérons pas comme une bible, mais comme la charpente nécessaire de l'union de la gauche et nous acceptons toujours d'en approfondir le contenu afin d'en élargir les assises... Dans la lutte contre le Pouvoir en place, il s'agit aujourd'hui d'additionner des forces et non d'en soustraire. Tel est le sens de notre combat. »

Progresser vers cette définition de l'autogestion n'est pas chose facile. On s'en est rendu compte au cours de ce colloque qui tournait autour de trois thèmes : Hubert Lesire-Ogrel, de la C.f.d.t., présentait un rapport intitulé « Autogestion, organisation du travail et division du travail. » Jean Le Garrec (P.s.u.) posait le problème de « Hiérarchie, pouvoir et autorité dans l'entreprise » et le troisième rapport, présenté par Jean Rey (P.s.), s'interrogeait sur le « Modèle de développement et gestion de la production ».

En fait, comme cela est souvent le cas dans un colloque où les intervenants prennent successivement la parole sans que puisse s'instaurer un véritable débat, on s'est souvent éloigné des thèmes proposés par les rapports. Et si cela donnait quelquefois une impression de confusion, cela a permis d'aborder certains problèmes qui, sans être à l'ordre du jour de cette première rencontre, n'en ont pas moins leur importance.

Quelle serait, par exemple, l'organisation du pouvoir dans une société autogestionnaire ? Il y a là-dessus, on s'en doute, bien des divergences entre les partisans du programme commun et les autres invités. Alors que Didier Motchane déclarait : « C'est le programme commun, plateforme anticapitaliste, qui peut rendre possible une avancée décisive vers l'autogestion », Michel Rocard a reproché au programme commun de « faire une confiance terrible à l'appareil administratif ». La C.f.d.t., elle, estime que les travailleurs peuvent préparer une société autogestionnaire en faisant de leurs luttes actuelles des expériences autogestionnaires. « Quand les travailleurs n'ont pas une détermination qui leur est dictée par un appareil qui leur est extérieur, a déclaré Michel Rolant, secrétaire national de la C.f.d.t., quand ils deviennent des participants actifs et responsables à tous les niveaux, à chaque fois il y a un progrès dans le sens de l'autogestion des luttes. »

En fait, ce premier colloque a permis à la gauche de confronter ses positions sur l'autogestion, de cerner un peu mieux ses divergences. C'était un colloque de rencontre. Il en faudra bien d'autres si l'on veut arriver à ce que l'autogestion ne soit pas, selon la formule d'Edmond Maire, « une auberge espagnole ».

MICHELE BACKMANN



changer la vie sociale et économique

LE DEFICIT, C'EST TRIGANO

En voulant devenir le premier fabricant français de caravanes, André Trigano a vu trop grand. C'est ce qui inquiète aujourd'hui les 623 travailleurs de la Société européenne de matériel mobile (Semm), à Trignac, près de Saint-Nazaire, en Loire-Atlantique. Dans cette entreprise qui fabrique des caravanes Trigano-Caravelair, les affaires vont mal depuis que le groupe Trigano a pris, en 1971, le contrôle de Caravelair à 80 %.

Ce que redoutent en fait les travailleurs de la Semm, c'est la fermeture de l'entreprise. Et depuis longtemps les motifs d'inquiétude se multiplient, des bruits alarmants circulent : en septembre, on parlait d'un déficit de 2 millions de francs. On murmure aussi que l'entreprise vend à perte, et que les dettes représentent plus du double de l'actif de la société. Les programmes de fabrication prévus n'ont pu être atteints. Les syndicats accusent : les cadences, en augmentant, ont multiplié aussi les malfaçons ; une caravane sur trois revient. Il n'y a aucun bureau d'étude, aucun service de recherche, le service commercial est pratiquement inexistant. En janvier, on estimait que le travail était assuré jusqu'à fin février au plus tard. Aujourd'hui, la réduction d'horaires décidée par la direction, et la suspension du contrat de 160 intérimaires le mois dernier, sont les deux derniers faits qui confirment que ces inquiétudes n'étaient pas sans fondement. Trigano va devoir s'expliquer sur la gestion de cette entreprise. Peut-être même devra-t-il répondre à une question que se poseraient déjà certains : ne risque-t-on pas de retrouver le bénéfice que n'a pas réalisé la Semm dans une autre entreprise du groupe ?

OLIVETTI OCCUPÉ

Olivetti occupé : lundi, le magasin central d'Olivetti, rue du faubourg Saint-Honoré, à Paris, a été occupé. Depuis plus de 10 jours, en effet, de nombreux employés d'Olivetti sont en grève, à Aubervilliers et dans de nombreux services de province. A Marseille, Rennes, Grenoble, Lyon, Strasbourg, des salariés d'Olivetti expriment leur solidarité. La direction, elle, reste impassible et ne manifeste guère d'enthousiasme à l'idée de négocier.

MALGRE LA POLICE

Il aura fallu 16 jours de grève pour que les 600 travailleurs de l'entreprise Hurel-Dubois, à Meudon, obtiennent satisfaction, lundi. Entre-temps, le 16, la direction avait fait évacuer l'usine occupée par la police, espérant ainsi briser la résistance des grévistes. C'était oublier que 70 % des salariés avaient voté la grève illimitée et décidé de ne pas céder. Ils ont obtenu entre autres, pour 1973, un rattrapage sur les salaires (supérieur de 1,5 % à l'indice Insee), une augmentation de la prime de transport, des augmentations supérieures de 0,5 % à l'indice Insee pour le premier semestre 1974. Et surtout la création d'une commission paritaire chargée de définir le salaire moyen garanti. Autant de résultats jugés positifs par les travailleurs.

UNE GREVE BIEN AGENCEE

A l'agence France-Presse, les 300 employés des services administratifs et rédactionnels se sont mis en grève lundi pour 24 heures à l'appel des syndicats C.g.t., C.f.d.t., F.o. et C.f.t.c.

Cela fait longtemps déjà qu'ils demandaient une revalorisation des salaires et une prime mensuelle de 200 F indexée directement sur ces salaires. Devant le refus catégorique de la direction, les employés sont bien décidés à renouveler ce type d'action jusqu'à obtenir complète satisfaction.

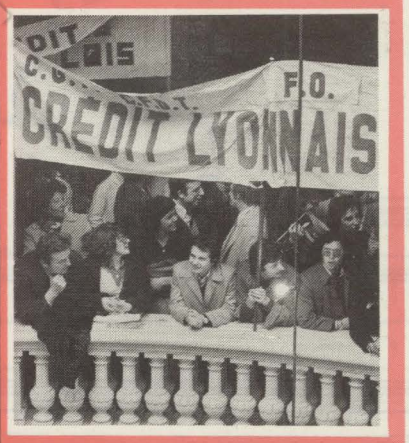
Aucune date fixe n'est encore connue pour la rencontre entre l'intersyndicale et la direction. Les employés de l'agence attendent de pied ferme, appuyés par le Livre et par les journalistes C.g.t. et C.f.d.t. de l'agence, qui ont observé un arrêt de travail d'une heure par solidarité.



G.S.E. DANS LES TRANSPORTS

Le Parti socialiste poursuit son implantation dans les entreprises. Le 2 février, s'est tenue à Paris la réunion constitutive du groupe socialiste d'entreprise national des Transports. En présence de Michel Charzat, membre du Comité directeur du P.s., et de nombreux militants, les socialistes de la S.n.c.f., de la R.a.t.p., des aéroports et des compagnies maritimes ont désigné un Bureau et un secrétariat. Leur premier objectif : développer la présence du Parti dans ce secteur.

Trois thèmes d'action seront développés : se battre contre le démantèlement des services publics, particulièrement à la S.n.c.f., assurer aux usagers des transports un service décent à des prix abordables, et développer une politique européenne des transports. Un bulletin périodique complètera l'action de ce nouveau groupe socialiste d'entreprise.



UN PATRON QUI PEUT BANQUER

Les employés du Crédit lyonnais ne sont pas contents. Depuis plusieurs jours, la grève s'étend dans des services parisiens de cette banque. Ce que réclament les grévistes : une prime de 400 F, une augmentation des effectifs et de meilleures conditions de travail. Plusieurs manifestations ont eu lieu en début de semaine à Paris, en particulier devant le siège central du Crédit lyonnais, boulevard des Italiens. Une grève qui révèle aux clients des banques que les employés n'ont pas toujours de quoi sourire derrière leur guichet.

● Deux réunions importantes ce week-end pour les militants du P.s. La première, samedi toute la journée, à la Maison du Peuple à Clichy (92) sera consacrée aux problèmes de l'organisation et à l'intervention des socialistes dans les entreprises. Tous les militants intéressés y sont invités.

Dimanche, une journée d'information et de discussion sur les problèmes de propagande,ouverte à tous les secrétaires fédéraux à la propagande, aura lieu à Alfort ville, 148, rue Paul-Vaillant-Couturier.

● François Mitterrand tiendra une réunion publique à l'Hôtel de Ville de Lagny (77), le vendredi 1er mars à 21 h.

LES BOURREAUX SONT FATIGUES

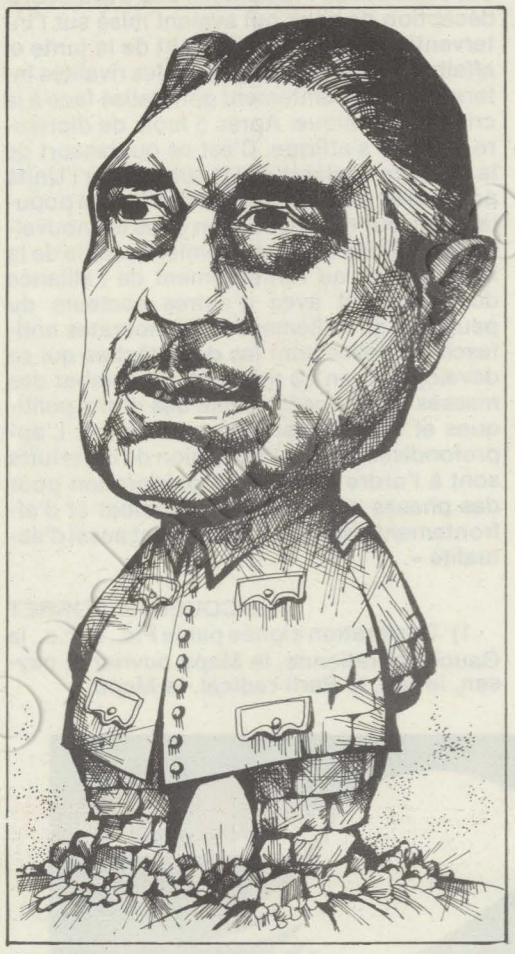
Chili

Ecœurés par l'injustice, les excès et la répression forcenée, les partisans de la Junte désertent. Le temps joue en faveur de la gauche unie.

Des informations qui nous parviennent de Santiago depuis quelques semaines, il ressort que le rapport des forces est en train de se modifier considérablement : le temps joue en faveur de la gauche unie, tandis que la junte se voit progressivement isolée et affaiblie. Ses partisans de la première heure désertent de plus en plus nombreux, écœurés par l'injustice, les excès, l'incapacité et la répression forcenée. Ceux qui restent sont partagés par leurs rivalités.

1) En premier lieu, ce sont les démocrates-chrétiens qui semblent disposés à changer de cap. « Il n'est pas possible de créer un ordre durable fondé sur la répression », déclaraient les dirigeants de ce parti dans une lettre adressée à la fin janvier à Pinochet. A la suite de quoi les signataires de la lettre, Aylwin et Olguin, respectivement président et vice-président du P.d.c., se sont vus traiter par le chef de la junte de « personnages de second rang », et accuser de « mauvaises intentions et de mentalité douteuse ». Puis on apprend que le sénateur Moreno, féroce adversaire du gouvernement d'Allende, s'est exilé en Equateur. Après lui, Hector Valenzuela, député, dénonce l'assassinat du dirigeant miriste Von Schouwen et se réfugie au Vénézuela. On signale aussi que huit dirigeants des Jeunesses démocrates-chrétiennes appartenant à l'Université catholique de Santiago ont été arrêtés et torturés pour s'être livrés à « des activités politiques ». Eduardo Frei, l'homme qui a conduit son parti à l'alliance avec la droite, pourrait bien rester un de ces jours seul avec ses ambitions déçues.

2) Quant à la droite, elle est elle-même divisée : un groupe minoritaire reste inconditionnel, sous la direction d'Onofre Jarpa, ex-président du Parti national, ex-nazi, lié aux chefs du groupe fasciste para-militaire Patria y Libertad, Pablo Rodriguez et Roberto Thieme, qui collaborent avec enthousiasme à la répression et à la torture. Mais un autre groupe, majoritaire, dirigé par le « marquis » Bulnes, manifeste son désaccord à l'égard de certaines mesures prises par la junte, principalement en ce qui concerne la dissolution des partis politiques non marxistes et « l'oppression exercée sur les libertés publiques. »



Pinochet.

3) La presse, elle aussi, s'agite. Non pas la presse de gauche, qui a cessé d'exister le 11 septembre, mais la presse réactionnaire qui, en 1973, réclamait sur cinq colonnes l'intervention des militaires. Le quotidien d'extrême droite « Tribuna » a été interdit pour « indiscrétions ». Des journalistes de premier plan tels que Dario Poblete, du « Mercurio », et Mme Oyarzun, directrice de la revue féminine « Paula », ont dû demander asile à des ambassades. Il semble bien que les plus farouches détracteurs de l'Unité populaire supportent mal le passage de la liberté de presse la plus absolue — le « libertinage », comme disait Allende — à une censure tout aussi absolue.

4) Le clergé, dans sa majorité, condamne les agissements de la junte. Bien des prêtres et des chrétiens sont, au même titre que les « marxistes », arrêtés, torturés et fusillés. Von Schouwen a été arrêté dans une église où il avait trouvé refuge. Une délégation d'autorités ecclésiastiques avait demandé audience aux généraux qui gouvernent le pays, afin de leur faire part de ses réserves au sujet de certaines pratiques répressives. L'audience a été refusée. Il ne se passe pas de jour où les évêques ne soient obligés d'intervenir en faveur de personnes, prêtres ou laïcs, injustement détenues. Mais les démarches n'aboutissent guère et les relations sont pratiquement interrompues, à quelques exceptions près.

5) Les commerçants, qui s'étaient fabuleusement enrichis du temps de l'Unité populaire, commencent à regretter la « belle époque » du marché noir. Le stade de Concepcion est devenu un camp de concentration où sont enfermés les commerçants « coupables de s'être livrés à des délits économiques. » Quant aux grands patrons, s'ils ont récupéré leurs précieux biens, les conditions draconiennes qu'on exige d'eux ont passablement diminué leur joie d'être redevenus propriétaires. En somme, toutes ces grenouilles qui demandaient un roi subis-

→

Le général Bonilla effectuant une opération « vérité des prix » chez les commerçants d'un bidonville, à Santiago.



LES BOURREAUX SONT FATIGUES

sent maintenant avec amertume, quand ce n'est pas avec rage, la grue militaire qui les croque et qui les tue.

Chirurgiens ou bouchers

6) Dans le cadre des forces armées, ce n'est pas encore la déroute, mais c'est déjà le désordre. Bien des militaires n'approuvent pas la forme qu'a prise l'intervention destinée à « extirper le cancer marxiste ». Le corps des carabiniers supporte mal d'être laissé de côté par les autres armes. Les militaires, à propos du général Mendoza, ne se privent pas de répéter le jugement qu'Allende, avant de mourir, avait exprimé à son sujet : général rampant. Dans l'armée de Terre, c'est la discorde entre les « durs » : Torrès de la Cruz, Palacios, le général qui a tué Allende, et les « mous » : Urbina, Pinochet, Bonilla (« le pion de Frei »), Arellano Stark (« le boucher ramolli »). Quant à la Marine et l'armée de l'Air, leur rivalité traditionnelle a encore augmenté. Une bonne partie de leurs activités consiste à se contrer l'une l'autre. Tout ne va donc pas pour le mieux dans le monde militaire. D'autant plus qu'un nombre croissant d'officiers et de sous-officiers ne cachent plus qu'ils sont « fatigués de jouer les bourreaux » et que la répression au sein des forces armées continue à s'exercer au même titre — quoique plus discrètement — que celle qui sévit contre les civils. Et les militaires brésiliens ont encore jeté de l'huile sur le feu en affichant leur mépris pour leurs homologues de Santiago, dont ils disent : « Entre la junte brésilienne et la junte chilienne, il existe la même différence qu'entre des chirurgiens et des bouchers. » C'est peut-être pour cette raison que des spécialistes brésiliens « enseignent » aux fascistes chiliens des méthodes plus efficaces de torture.

7) Pendant que tout ce beau monde joue les Ubus-Rois sur l'avant-scène, la gauche unie poursuit avec assurance la ligne qu'elle s'est fixée. Pour l'instant, elle voit se réaliser ses espérances : résistance des travailleurs, déception de ceux qui avaient misé sur l'intervention militaire, isolement de la junte et affaiblissement provoqué par les rivalités internes, mécontentement généralisé face à la crise économique. Après 5 mois de dictature, l'espoir s'affirme. C'est ce qui ressort de la dernière déclaration (1) publiée par l'Unité populaire : « La survivance des forces populaires et leur réorganisation dans les nouvelles conditions sont les premiers acquis de la lutte. Arriver au renforcement de l'alliance du prolétariat avec d'autres secteurs du peuple et au ralliement de démocrates antifascistes, telles sont les deux tâches qui se développent en ce moment. Le combat des masses pour la reconquête des droits politiques et sociaux est déjà commencé. L'approfondissement et l'extension de cette lutte sont à l'ordre du jour. La préparation pour des phases supérieures de combat et d'affrontement contre le fascisme est aussi d'actualité ».

JACQUELINE SORRET

1) Déclaration signée par le P.s., le P.c., la Gauche chrétienne, le Mapu ouvrier et paysan, le Mir, le Parti radical, le Mapu.



Entretien

Grande-colonie

De notre correspondante

La campagne électorale en Grande-Bretagne est entrée dans sa dernière phase sans qu'aucun observateur puisse, jusqu'à maintenant, se risquer à faire un pronostic.

Au fil des jours, les sondages, qui se multiplient, sont unanimes pour donner un léger avantage aux conservateurs. Cependant, ces enquêtes révèlent également une poussée des libéraux, qui conservent néanmoins la troisième place loin derrière les travaillistes. Si cette poussée se confirme, elle peut nuire au parti gouvernemental. En effet, dans un système majoritaire à un tour, la dispersion des voix modérées peut faciliter l'élection d'un candidat travailliste.

D'autre part, la publication à la fin de la semaine dernière de l'indice de hausse du coût de la vie, qui s'élève au chiffre record de 12 % en un an, n'accroît pas les chances d'Edward Heath et de ses amis.

Dans ces conditions, le Parti travailliste saura-t-il galvaniser les forces qui souhaitent un changement ?

C'est de ce problème notamment que « l'Unité » a voulu s'entretenir avec Anthony Wedgwood-Benn, l'un des dirigeants les plus en vue de la gauche travailliste.

Grand, mince, les cheveux grisonnants, le regard incisif, Anthony Wedgwood-Benn, 49 ans, est réputé pour son éloquence, mais aussi pour la précision de ses analyses. Il a occupé plusieurs postes ministériels dans le gouvernement travailliste de 1964 à 1970 (Postes, Technologie, Energie). Actuellement, il est membre du cabinet fantôme, responsable des problèmes de l'industrie et du commerce. Depuis 24 ans, il représente la circonscription du sud-est de Bristol à la Chambre des Communes. C'est à Bristol, important centre industriel et portuaire, ville où se construit le Concorde britannique, que le député sortant nous a reçue.

L'UNITE : « Les observateurs ont été frappés par le « tournant à gauche » enregistré par votre parti à sa dernière conférence nationale d'octobre 1973. Pensez-vous qu'un gouvernement travailliste respectera les dispositions du programme adopté par ces assises, notamment, en ce qui concerne les nationalisations ?

ANTHONY WEDGWOOD-BENN : Oui, j'en suis certain et cela pour trois raisons.

D'abord les événements actuels sont d'une telle gravité qu'ils exigent une solution radicale. Comme je l'ai déjà dit à notre conférence nationale, la crise dont nous hériterions, si nous étions élus, nous entraînerait à mettre en œuvre ces changements. Elle ne nous donnerait plus d'excuses pour les ajourner.

Ensuite, le mouvement travailliste exige ces réformes et il veillera à ce qu'elles soient appliquées.

Enfin, les ministres travaillistes eux-mêmes sont conscients des fautes commises dans le passé. Leur propre expérience

Wedgwood Benn : "La Bretagne est la dernière de l'Empire britannique"

leur dictera une attitude conséquente. Le Parti revient à ses origines.

— Ne pensez-vous pas que votre programme de nationalisations vous fera perdre des voix dans les classes moyennes ?

— Non. On gagne une élection en faisant le plein des voix de la classe qui vous soutient, en l'occurence la classe ouvrière. Nous devons avoir une politique claire. Nous devons défendre le peuple. C'est la seule stratégie pour vaincre.

— Quelles sont les chances des travaillistes dans ces élections ?

— Le Parti travailliste est en bonne position parce qu'il s'est renouvelé en s'attachant à réexaminer de manière approfondie les traits essentiels de notre société ; également en reserrant ses liens avec la confédération syndicale (Trade Union Congress) ; enfin, en renouant avec les jeunes. A présent, nous pouvons compter sur le soutien massif de la jeunesse.

— Pensez-vous qu'un échec des travaillistes jeudi prochain renforcerait l'aile droite du Parti ?

— Non, sûrement pas. Il y aura de toute façon un grand changement politique dans le pays. La tendance ne peut plus être renversée. Comme je l'ai déjà affirmé, la Grande-Bretagne est la dernière colonie de l'Empire britannique. Elle présente les mêmes caractéristiques qu'une colonie arrivée au dernier stade de la colonisation. La Grande-Bretagne n'a pas encore conquis son indépendance.

— Le fait que le syndicat des mineurs ait refusé de différer la grève générale pendant la campagne électorale nuit-il au Parti travailliste ?

— Non, au contraire. La fermeté des mineurs a davantage radicalisé les autres catégories de travailleurs. Si les mineurs avaient cédé, cela n'aurait pu favoriser qu'Edward Heath.

— Les conservateurs ont indiqué, dans leur manifeste, qu'ils introduiraient une nouvelle législation sociale tendant à faire supporter en priorité aux syndicats le versement des allocations familiales aux grévistes. Quelle est votre réaction à cet égard ?

— L'argumentation d'Edward Heath ne porte pas. Il sait bien que ce projet ne sera jamais adopté. Ce n'est qu'une diversion parmi d'autres pour diviser les syndicalistes entre eux et pour dresser les non-syndiqués contre les syndiqués.

Antony Wedgwood Benn, un des leaders de la gauche travailliste, répond à nos questions.



— Votre manifeste affirme que, d'un commun accord avec la confédération syndicale, vous mettrez au point des mesures visant à « rendre la direction des industries nationalisées responsables devant les travailleurs et plus attentives aux besoins des consommateurs ». Comment ces mesures se traduiront-elles dans la réalité ?

— Nous sommes encore au stade de la discussion. Rien de précis n'a encore été établi. En revanche, à Bristol, les travailleurs de la British Aircraft Corporation, qui contruisent le Concorde, ont publié une étude préconisant la mise en place d'une direction composée uniquement de travailleurs élus qui embauchera la direction et sera responsable de l'ensemble de la gestion de l'entreprise. Cette étude a également fait l'objet de discussions avec la C.g.t.

— Comment voyez-vous l'avenir du Concorde ?

— Les travaillistes sont soutenu le projet pendant toute leur législature de 1964 à 1970. Comme député de Bristol, je suis personnellement concerné par son succès. J'estime que le supersonique trouvera une place dans le monde en fonction des marchés qu'il pourra conquérir. Cela dit, il y a toujours des incertitudes quand il s'agit de technologie de pointe.

La construction de Concorde est déjà avancée, mais en revanche celle du tunnel sous la Manche ne l'est pas. A cet égard, les travaillistes estiment que le tunnel devrait se limiter à la voie ferrée uniquement. Nos routes sont déjà encombrées par des poids lourds. Nous n'en voulons pas davantage.

D'ailleurs, notre manifeste met l'accent sur la priorité à donner aux transports ferroviaires par rapport aux transports routiers et aux transports en commun par rapport à la voiture privée dont nous devons devenir moins dépendants.

— Le Parti travailliste s'est engagé, s'il revenait au pouvoir, à renégocier les termes d'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, puis de soumettre le résultat de ces négociations au verdict du suffrage universel. Pouvez-vous nous expliquer cette position ?

— L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun a divisé à la fois conservateurs et travaillistes. Dès le début, j'ai considéré qu'une décision aussi importante devrait être soumise directement au peuple. Ce point de vue est aujourd'hui la politique officielle du Parti. Si nous l'emportons aux élections, nous nous engageons à ouvrir une négociation avec les pays du Marché commun et cela pour les raisons suivantes :

1) Nous n'acceptons pas la politique agricole commune, qui nous empêche de nous procurer des denrées alimentaires bon marché sur d'autres marchés que ceux de la Communauté.

2) Nous estimons que notre contribution au budget de la Communauté n'est pas fixé de manière équitable.

3) Nous voulons que ce soit notre Parlement qui décide des problèmes importants affectant notre peuple, et non pas les bureaucrates de la Commission de Bruxelles.

Nous pensons, d'autre part, que des centaines de milliers d'électeurs conservateurs, qui sont contre le Marché commun, se tourneront vers nous dans cette élection. »

PROPOS RECUEILLIS PAR ELIZABETH READING

LE MOUCHERON ET LE MARTEAU-PILON

Soljenitsyne

Pour les Soviétiques, la coexistence pacifique doit être compensée par un renforcement de la lutte idéologique. L'excessive campagne contre Soljenitsyne répond à cette préoccupation.

Excédé par les journalistes occidentaux qui le traquaient, Alexandre Soljenitsyne se serait écrié, 48 heures après son arrivée en Suisse : « Laissez-moi tranquille. Vous êtes pires que le K.g.b. ! » La phrase peut s'expliquer aussi bien par la nervosité d'un homme qui vient de subir un choc que par le goût du grossissement propre au romancier. Elle pourra cependant faire réfléchir sur les différentes formes que peut prendre l'inquisition dans les temps modernes.

Elle est peut-être aussi significative des deux mondes qui s'affrontent dans le cadre de la « coexistence pacifique » et des « relations d'intérêt mutuel et réciproque ». Le nôtre, qui lorgne avec intérêt vers les immenses marchés représentés par le milliard — au moins — d'êtres humains dominés par le communisme, accompagne ses offres financières et commerciales d'une critique permanente et peu nuancée des mœurs soviétiques. Le président Georges Pompidou ira dans un mois rendre visite à Leonid Brejnev pendant que la presse qui le soutient mélangera tranquillement les considérations élogieuses sur l'amitié franco-soviétique et les dénonciations sans appel du régime communiste. La coexistence idéologique ne marche pas main dans la main avec la coexistence économique.

Ce qui permet à la propagande communiste, y compris en France, de se déchaîner contre l'antisoviétisme à propos de l'affaire Soljénitsyne. L'antisoviétisme se confond-il avec l'anticommunisme ? On nous laisse sur notre faim là-dessus. Mais la lecture de la presse soviétique nous apprend que l'anticapitalisme y est de règle, même lorsqu'on démasque la « honteuse collusion » entre la Chine de Mao et l'impérialisme américain. Il est évident que l'antisoviétisme est une gêne pour les partis communistes d'Europe occidentale, surtout lorsqu'il se nourrit de l'expulsion d'un écrivain. Il est probable qu'il ne contribue pas à la détente internationale et à la consolidation de la paix, mais il en est de même de l'anticapitalisme et de l'antiaméricanisme. Encore faudrait-il que les maisons mères des deux grands blocs ne donnent pas elles-mêmes les verges pour se faire fouetter.

L'Union soviétique n'a toujours pas réglé le problème de sa propre contestation au niveau des idées. On y réagit à l'égard des écrivains contestataires comme du temps des tsars : selon les périodes, on les tue, on les déporte ou on les exile. Cette façon d'agir est d'ailleurs propre à tous les régimes autoritaires et l'Histoire du XXe siècle est pleine d'exemples identiques dans le monde capitaliste. Celui-ci pratique également d'une façon plus insidieuse : il sélectionne par l'argent la capacité de création ; il suffit de ne pas éditer ou de ne pas diffuser. Mais le monde soviétique agit de même, la seule différence étant qu'à Washington cette forme de la censure peut être mise sur le compte du capital privé alors qu'à Moscou elle l'est sur le compte de l'Etat. D'autre part, dans le monde capitaliste, le goût du profit conduit les éditeurs à se comporter comme les nobles qui firent le succès du « Mariage de Figaro » : la contestation se vend bien parfois et on espère toujours la « récupérer ». L'éditeur soviétique n'a pas de telles préoccupations et la morale marche ainsi contre la liberté, ce qui n'est d'ailleurs pas nouveau, comme aurait pu dire Flaubert condamné pour « Madame Bovary ».

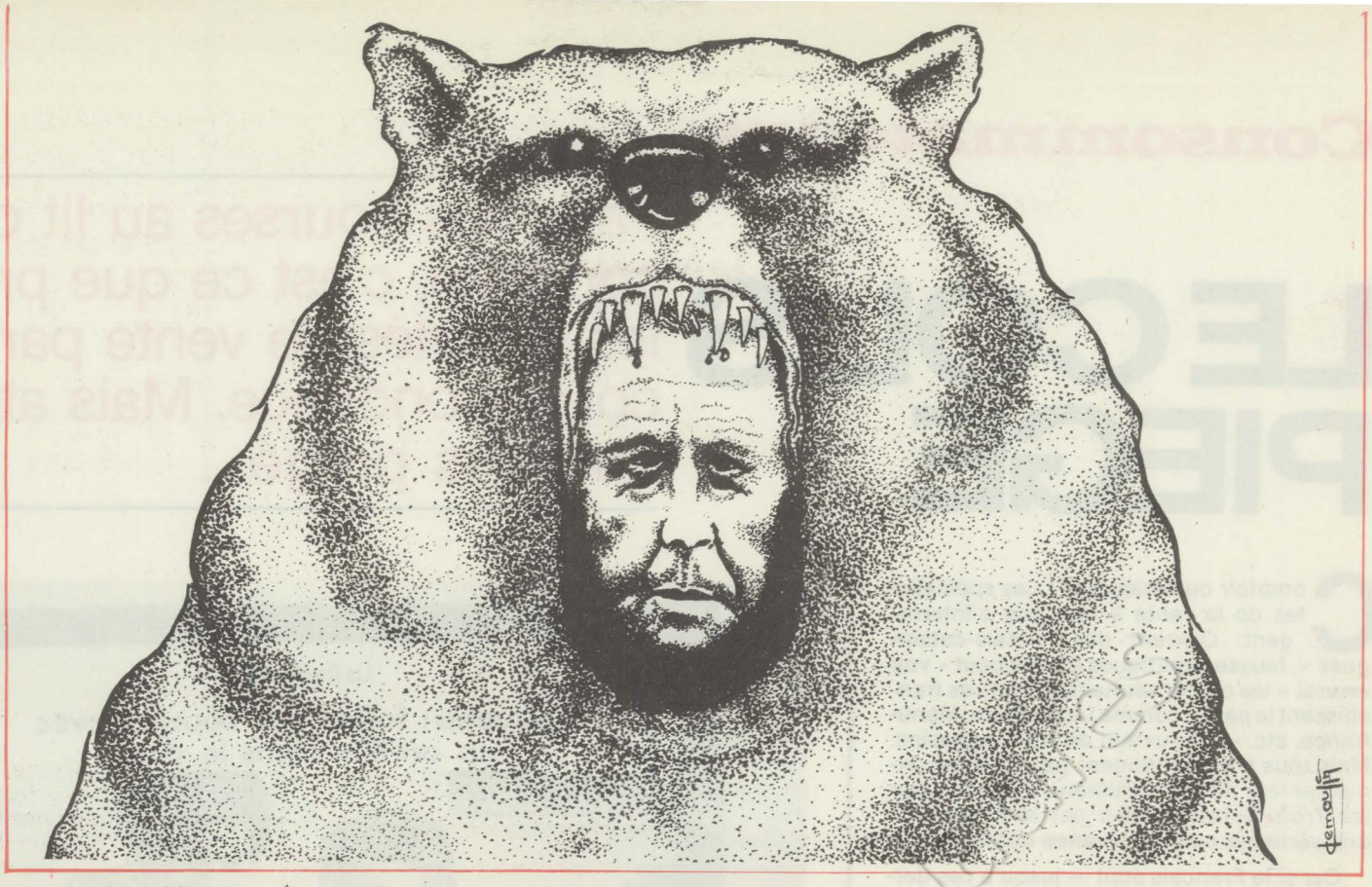
Renvoyer dos à dos les deux mondes serait donc facile. La tentation est d'autant plus grande qu'ils le méritent souvent et que leurs crimes et leurs fautes rempliraient des colonnes de même longueur, au moins depuis qu'ils existent tous les deux, parce qu'il est bon de se rappeler que l'un a le privilège de l'antériorité et que le plus jeune pourrait toujours s'excuser d'avoir été élevé par le plus vieux. Se présentant comme la contestation majeure du capitalisme, le communisme rejette une telle filiation. Cependant, il n'hésite pas à expliquer partiellement ces « erreurs » par les réussites que l'adversaire capitaliste lui a imposées en le contraignant à une lutte qu'il ne souhaitait pas, ce qui revient un peu au même.

Soljenitsyne a donc été un insupportable moucheron. Il est probable que beaucoup de Soviétiques moyens trouvent parfaitement normale son expulsion : puisque l'écrivain se trouvait si mal en Union soviétique, qu'il aille voir ailleurs s'il s'y trouvera mieux. C'est un argument que de ce côté-ci du monde on a beaucoup employé à l'égard des communistes lorsque leur admiration pour l'Union soviétique et leur critique des pays capitalistes avaient un tonus élevé. Il reste qu'il est possible de se demander si le maniement d'un marteau-pilon était nécessaire pour écraser un moucheron. Certes, Soljenitsyne avait acquis un solide sens de la publicité, profitant au maximum des facilités nouvelles reconnues aux journalistes occidentaux en poste à Moscou, et le monde capitaliste avait sauté sur l'occasion avec une joie sans mélange. Mais il est surprenant de soutenir en même temps que Soljenitsyne et ses émules constituent une poignée infime et isolée en U.r.s.s., et que la répression est indispensable contre cette minuscule minorité. Les mots d'intolérance et de sectarisme viennent immédiatement aux lèvres. Alors, pourquoi ?

Depuis la période khrouchtchevienne, l'U.r.s.s. — et les partis communistes dans le monde — sont en position de déséquilibre. Le petit Ukrainien, en dénonçant les crimes de Staline et en faisant de la coexistence pacifique une pratique permanente, a fait disparaître la tranquillité dans les cœurs communistes. Ce qui pouvait conduire et a déjà conduit très loin, puisque la scission du mouvement communiste international, la disparition du centre unique, la « nationalisation » réelle des partis communistes et la reconnaissance des voies multiples pour arriver au socialisme sont des réalités sur lesquelles il est désormais difficile de revenir. Les gens « raisonnables » qui ont mis Nikita Khrouchtchev à la retraite ont tenté de créer un nouvel équilibre, qui exige d'une part que la dénonciation du stalinisme soit considérée comme une affaire terminée, d'autre part que la coexistence ne conduise pas le communisme à être gangrené dans ses contacts avec l'Occident capitaliste.

Malheureusement, un certain nombre de gens, en U.r.s.s. et dans le mouvement communiste, ne se sont pas remis du choc provoqué par la reconnaissance officielle de crimes présentés pendant 20 ans comme une invention des services secrets du capitalisme. La quantité de cadavres, l'énormité des procédés et l'ampleur des mensonges les ont conduits à se poser des questions : comment cela a-t-il été possible ? Comment le communisme a-t-il pu le permettre ? Les explications fournies sur le culte de la personnalité ont paru un peu courtes et fort peu marxistes, puisqu'elles faisaient la part belle au caractère d'un seul homme. Les uns avec indignation passionnée, les autres avec sang-froid, ont voulu pousser l'analyse. Les premiers ont souvent conclu à la condamnation de tout le système, alors que les seconds ont été conduits à affirmer que sa réforme n'avait pas été suffisante. C'est notamment ce qui sépare Soljenitsyne de Roy Medvedev.

Or les dirigeants actuels de l'Union soviétique ont mis la période stalinienne entre parenthèses. Et, dans cette parenthèse, de grands blancs. Le rôle du Parti, les succès économiques, la victoire sur l'hitlérisme sont restés, bien entendu. Les conséquences du « culte de la personnalité » n'existent plus, en revanche, que pour mémoire. L'affaire est classée. Mais, dans un pays où vivent encore des centaines de milliers de rescapés des camps, où des centaines de milliers d'adultes d'aujourd'hui savent quel a été le sort de leurs parents, les choses ne se passent pas si simplement. La critique à ce sujet, qu'elle soit affective ou politique, peut avoir une résonance. Ceux qui l'exercent



sont donc dangereux et remettent bien en cause les fondations nouvelles péniblement bâties par l'équipe en place.

D'autre part, cette équipe est partagée. Les dangers qui menacent Brejnev sont sans doute exagérés. Son avantage est qu'il se place au centre des forces politiques soviétiques, entre le sectarisme et l'opportunisme, c'est-à-dire entre les deux périls au nom desquels le communisme n'a cessé de s'épurer. Mais la coexistence pacifique rend les dangers de l'opportunisme de plus en plus réels, ce qui conduit au renforcement de la lutte idéologique. Au cours des dernières années, cette bataille a été mise au centre des préoccupations du Parti communiste d'Union soviétique. Epurations politiques traditionnelles dans les bougeantes régions caucasiennes, renouvellement des cartes du Parti, invitation à « l'élévation du niveau idéologique » sont les substituts russes à la révolution culturelle chinoise. L'énorme et excessive campagne contre Soljenitsyne, avec la dénonciation des attitudes occidentales, répond à cette préoccupation et fournit aux membres du P.c.u.s. et aux peuples soviétiques la preuve que le combat des idées ne cesse pas.

Soljenitsyne n'est donc pas un cas personnel, mais un exemple utile pour une action qui le dépasse. D'autant qu'il offrait un bon terrain par des opinions facilement qualifiables de « réactionnaires ». Son expulsion ne découle pas seulement d'une lutte subtile à l'intérieur de la direction soviétique dans laquelle les plus modérés l'auraient emporté sur les plus durs, mais de la conviction que l'homme serait maintenant plus utile pour la lutte idéologique à l'extérieur qu'à l'intérieur des frontières soviétiques.

Que reste-t-il là-dedans des droits à la liberté d'expression et de diffusion des idées ? Peu de chose à l'évidence, parce que le pays des « bâtisseurs du communisme » ne peut considérer l'homme, ce « capital le plus précieux », comme disait Staline, que par rapport à sa capacité de participer à cette colossale entreprise. Le débat politique et le débat moral portent à faux s'ils ne tiennent pas compte de la réalité d'un monde qui est en guerre idéologique et qui, par conséquent, ne ménage pas ses coups dans ce domaine. Cette guerre-là est moins sanglante que celle de l'atome. Pourtant, nous aurions tort de la sous-estimer, alors qu'elle conditionne concrètement le visage du socialisme de demain.

CLAUDE FUZIER

A propos de Soljenitsyne

La Section socialiste des écrivains nous a adressé les réflexions suivantes à propos de l'affaire Soljenitsyne.

L'expulsion de Soljenitsyne hors de son pays est une violation des droits de l'Homme à laquelle nul écrivain, nul socialiste, ne saurait consentir sans renier ses convictions fondamentales et qui justifierait donc, à elle seule, notre protestation. Mais elle pose aussi, pour des écrivains socialistes, un double problème politique.

Le premier est celui des rapports entre le Pouvoir et les créateurs. Les partis de gauche ont signé un programme commun qui, dans son bref chapitre sur la vie culturelle, mentionne la fonction « irremplaçable » de l'écrivain et de l'artiste dans la société. En quoi cette fonction est-elle irremplaçable ? Le programme ne le précise pas. Mais nous pouvons essayer de le dire à sa place. Il n'est nullement question de reprendre à notre compte la vieille idéologie du créateur inspiré que son génie place à part et au-dessus des autres hommes. Irremplaçable veut dire, pour nous, que le produit littéraire a une « valeur d'usage » qui ne peut pas se calculer selon les normes traditionnelles. D'abord parce qu'il ne répond pas à un besoin déterminé : l'œuvre digne de ce nom crée son propre besoin, invente son propre public. Ensuite, parce que nul ne peut dire à l'avance comment un livre sera reçu par ses publics successifs. Le propre de l'œuvre littéraire est d'avoir, non pas un sens (un « usage ») déterminé, mais une pluralité de significations qui n'apparaissent qu'après coup, dans la lecture des générations. Balzac, lorsqu'il défendait la monarchie et la religion, ne savait pas qu'il allait apporter des arguments à ses futurs lecteurs socialistes. Et Kafka, qui ne s'intéressait strictement qu'à la littérature, ne pouvait se douter que, trente ans après sa mort, l'adjectif « kafkaïen » servirait à désigner le monde où nous vivons.

Quelles que soient les sources idéologiques d'une œuvre, quels que soient les liens qui unissent un créateur à sa classe et à son temps, force est donc de reconnaître à la littérature et aux arts en général une relative autonomie par rapport aux infrastructures économiques et sociales. Cela ne signifie pas que l'œuvre échappe, de droit, à toute critique politique. Pas plus que son créateur, elle n'est à part ni au-dessus des autres productions humaines. Il est donc légitime que des responsables politiques aient une opinion à son sujet et la fassent connaître, même si ce jugement ne peut être que faillible et révocable. Mais ce droit de critique du politique sur le littéraire ne saurait en aucun cas devenir un droit de censure. Il a pour contrepartie nécessaire la liberté de publication qui, seule, permet au lecteur, le vrai destinataire de l'œuvre, de trancher. Toute restriction dans ce domaine conduit à l'arbitraire et transforme en querelle administrative une discussion qui devrait se dérouler sur le terrain des idées.

La liberté de publication doit elle-même être solidement garantie si l'on ne veut pas que le Pouvoir puisse la tourner. A cet égard, le programme commun ne nous semble pas aller assez loin. Il a le mérite de condamner sans équivoque toute forme de censure. Mais il ne précise pas les conditions économiques qui, au niveau de l'édition et de la diffusion, seraient de nature à protéger le créateur aussi bien contre la censure déguisée du Pouvoir que contre la censure de fait de l'argent. Une de nos tâches devrait être de proposer son approfondissement sur ces deux points.

Les raisons politiques pour lesquelles nous jugeons inacceptable l'attitude des autorités soviétiques à l'égard de Soljenitsyne sont donc claires. Il ne s'agit pas seulement de prendre la défense d'un homme calomnié ; il ne s'agit pas non plus de nous prononcer sur le contenu d'un livre qui, comme tout livre, est discutable. Ce que nous mettons en cause, c'est un système qui, au départ, fausse les règles du jeu en rendant impossible la nécessaire confrontation de l'œuvre avec son public.

Ici se pose un second problème. L'expulsion de Soljenitsyne offre aux adversaires du régime soviétique une cible de choix. Elle leur permet, par ricochet, de relancer la campagne anticommuniste et de jeter la suspicion sur les intentions réelles des signataires du programme commun. Il va de soi que nous n'entendons nous associer ni de près ni de loin à une telle campagne. Nous n'avons aucune raison de douter de la sincérité du Parti communiste lorsqu'il affirme avec nous sa volonté de respecter la liberté d'expression et rejette toute procédure administrative dans le domaine idéologique et culturel. Mais c'est précisément pourquoi il ne nous paraît ni possible ni souhaitable de rester silencieux. Nous taire, quand Soljenitsyne est expulsé de son pays, pourrait laisser croire que nous acceptons à l'avance, comme une « bavure » inévitable, la domination de la bureaucratie dans un régime qui s'affirme socialiste. En marquant sans éclat, mais fermement, les points sur lesquels nous ne pouvons admettre aucune concession, nous soulignons au contraire la volonté commune aux partis de gauche d'établir en France un socialisme vraiment démocratique et respectueux des libertés. Notre but n'est pas de discréditer l'union de la gauche ; il est de la renforcer.

LE COLIS PIEGE

Faire ses courses au lit ou dans son bain, c'est ce que proposent les sociétés de vente par correspondance. Mais attention au colis piégé...

Comptoir ou catalogue ? Les spécialistes de la vente à tout prix s'interrogent. Ouvrent des « relais-catalogues », fausses boutiques où l'on peut « voir en vrai » les objets souhaités. D'autres franchissent le pas — comme La Redoute, Manufrance, etc. — et ouvrent de vrais magasins. Mais tous n'en continuent pas moins à alimenter leur fichier (7 millions de noms pour les Trois Suisses), tenu par ordinateurs : une véritable carte de France des achats.

Car si le Français était — jusqu'à ces dernières années — en retard sur les Anglais et les Allemands, il est en train de combler le fossé : demandez à votre facteur. Il pourra en témoigner.

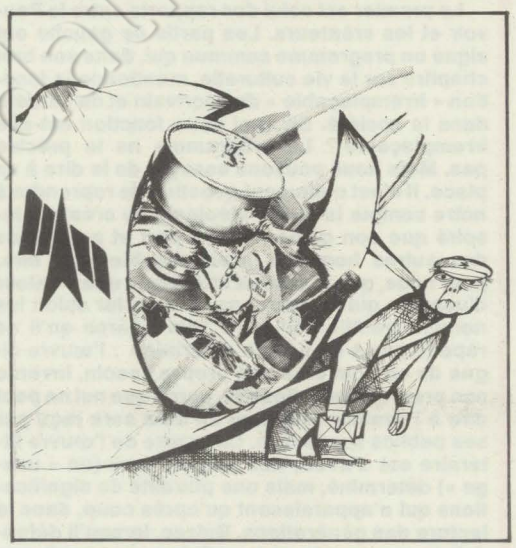
C'est qu'aujourd'hui la vente par correspondance ne s'adresse plus aux seuls paysans, aux isolés. La grande époque de Manufrance est terminée. Il faut vendre tous azimuts. Au paysan qui veut vivre comme à la ville et suivre la mode, à l'employée qui, coincée entre le bureau, les transports, le ménage et les enfants, n'a plus le temps de fouiner, à la ménagère, prisonnière dans sa banlieue, et qui sait que son mari n'acceptera pas facilement de passer son samedi dans les magasins, on propose le shopping à domicile. Vendre à toutes celles qui espèrent que le catalogue, « c'est moins cher » — les idées reçues, ça existe — et à celles qui n'osent pas rentrer dans un magasin « pour voir » ou pour demander un prix. Ou encore à tous ceux et à toutes celles qui, comme le suggère une énorme campagne de publicité, aiment faire leurs courses au lit ou dans leur bain !

Un marché « ouvert », en quelque sorte. Et fructueux. En 1973, La Redoute, quatrième européen et champion français de sa catégorie, a fait 1,3 milliard de chiffre d'affaires. Avec 4 500 employées, qui ont, en 1973, expédié 10 millions de paquets. Avec quelques grèves. Car la chaîne, les O.s., il n'y en a pas que dans la métallurgie. C'est qu'à force de ne pas avoir le temps de vivre, de ne pas trop savoir le prix des choses, les femmes, mystifiées par le catalogue, ont marché.

Un poêle au printemps

676 pages, de la couleur, des affaires, des conseils. Le catalogue 1974 des Trois Suisses est un modèle du genre. S'il est plus léger que celui de La Redoute — 1 kg 650, 736 pages — les mannequins y sont « comme il faut », ni trop jeunes ni trop beaux, « correctement » habillés. Les hommes sont rassurants, les enfants toujours sages. Au fil des pages défilent le nécessaire, le superflu et l'inutile. C'est le règne du plastique et le laid se mêle au design. C'est fait pour donner envie et pour forcer la vente. Car, même à tête reposée, on achète souvent plus qu'il n'est nécessaire. Pendant que le mari regarde la télévision, la femme va pointer les articles et préparer sa fiche de commande, persuadée qu'elle a gagné du temps et de l'argent. Pour le temps, c'est souvent





vrai. Pour l'argent, c'est une autre histoire.

La revue « Que choisir », mensuel de l'Union fédérale de la consommation (U.f.c.), a publié l'année dernière les résultats d'une étude faite auprès de ses abonnés. De quoi se précipiter chez le commerçant du coin et de jeter le catalogue au feu — seulement, bien peu de gens le feront : cela ferait baisser le P.n.b. ! Tout d'abord, le temps gagné : « Il convient de nuancer, précise la revue de l'U.f.c. S'il n'y a personne pour recevoir la commande lorsqu'elle est livrée, il faut la récupérer au bureau de poste ou à la gare. En outre, si vous n'êtes pas desservi par la S.n.c.f., il vous faudra de toute façon vous déplacer pour récupérer votre colis et, éventuellement, payer les frais de consigne. » Moralité : si vous travaillez, si vous n'avez pas de concierge, attention ! D'autant qu'il faut tenir compte des délais. Et là, ils comptent. Entre la prévision (15 jours) et la réalité, le « besoin » a pu disparaître : il y a ceux qui commandent en juin un lit pour leur maison de campagne et le reçoivent en novembre, ceux qui commandent un poêle à mazout en automne et le reçoivent au printemps. Mais ce temps n'a pas été perdu pour tout le monde : dans la plupart des cas, ils avaient payé d'avance...

Vient ensuite la qualité : « Dans l'ensemble, la qualité des produits ne se situe pas à un niveau très élevé ». C'est que ça trompe, une photo. Prenez une couverture, par exemple. Et essayez, avec une photo et le descriptif écrit par des publicitaires, de savoir ce qu'elle vaut...

Pour finir, les prix. Tout comme les commerçants tenant boutique, les vendeurs par correspondance utilisent les prix d'appel. Mais souvent avec des articles épuisés. En espérant que l'acheteuse ne limite pas sa commande au seul article « d'appel » et — il n'y a pas de petits bénéfices — en livrant un article voisin... Quant aux prix eux-mêmes, l'étude de « Que choisir » est révélatrice. Le plus souvent, ils sont plus élevés chez les vendeurs par correspondance que dans les grands magasins : six fois sur sept — pour les articles examinés — à La Redoute. Font exception la Camif — une coopérative — et les Coop — une coopérative également (voir l'article publié dans le n° 98 de « l'Unitr »).

Malgré tout cela, le système marche. Il évite de la fatigue, fait gagner du temps. C'est tout. Mais si vous achetez par correspondance, un conseil : le « retour », le renvoi d'un produit est chose normale. Aux U.s.a. 20 à 25 % des colis sont renvoyés aux vendeurs par correspondance. En France, 6 % seulement. Alors, si vous n'êtes pas content, content, n'hésitez pas. Les bénéfices des firmes spécialisées continueront à se « consolider ». Malgré votre renvoi.

GUY PERRIMOND

Action culturelle

LES CATHEDRALES DESERTEES

Les « cathédrales de la culture » voulues par Malraux sont plus que lézardées. Brisées par la bêtise et la peur de la droite pour qui culture signifie toujours le diable.

« Il faut que vous compreniez bien que ce qui se passe ici est une certaine aventure probablement unique dans le monde entier... » s'était exclamé André Malraux en inaugurant la Maison de la Culture de Bourges en 1964. Dix ans ont passé. Le rêve a cessé : Maurice Druon gère la pénurie et les Maisons de la Culture s'embourbent dans toutes sortes de difficultés. Comment en est-on arrivé là ?

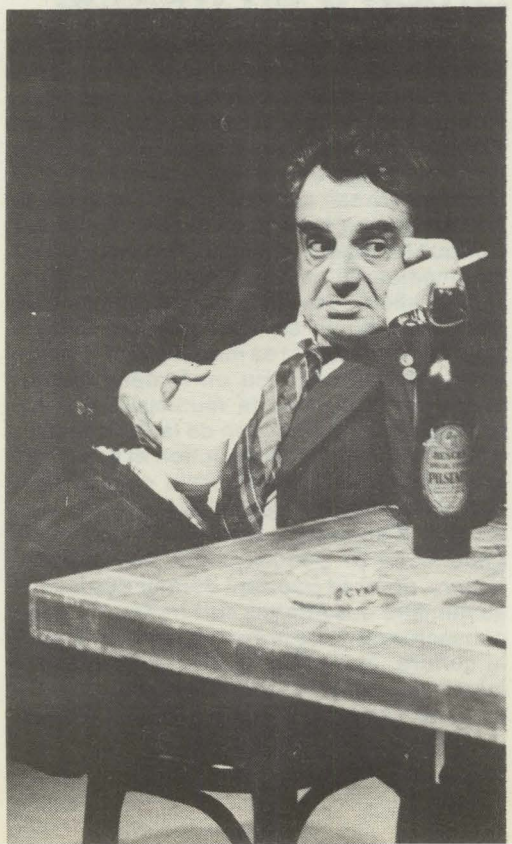
Retournons au point de départ. Quand Malraux devient ministre de la Ve République, des hommes de théâtre battaient la province, sans grands moyens, sans les moyens dont disposait Jean Vilar au T.n.p. : Hubert Gignoux, Jean Dasté, Jo Tréhard, Gabriel Monnet, etc. Malraux voulait offrir des « cathédrales » à l'art du XXe siècle ; il fit inscrire au IVe Plan la construction de 20 Maisons de la Culture dans la France entière. Les premiers bâtiments mis au point, la direction en revint tout naturellement aux « pionniers », à ceux qui occupaient le terrain : les metteurs en scène. Tout le monde était content : Malraux, parce que l'expérience avait prouvé que le théâtre attirait les foules — on était alors en plein « mythe » Gérard Philipe ; les gens de théâtre, parce que les gros budgets des Maisons de la Culture allaient les sortir de la pauvreté.

Malraux avait imaginé... Le gaullisme a disposé : il n'existe aujourd'hui que 9 Maisons de la Culture. Ni le IVe Plan, ni le Ve, ni le VIe n'auront réussi à donner une quelconque réalité à des promesses ministérielles. Les « contraintes » budgétaires nationales ont bon dos. La vérité est ailleurs : quand le Pouvoir s'est aperçu que les Maisons de la Culture risquaient de devenir de vrais lieux de rencontre et d'échanges au cœur des villes, il s'est affolé ; il a préféré les décapiter, les chloroformer, les technocratiser en les fermant (Caen) ou en les privant de leur animateur d'origine (Bourges). Quant à en ouvrir d'autres... il ne l'a fait que forcé (Nevers) et, dans ce cas, il se désintéresse des difficultés financières rencontrées. Bref, bien avant Druon, l'U.d.r. et ses alliés ont manié les menaces et la matraque contre les créateurs. C'est dans ce processus de répression absurde qu'il faut rechercher les premières causes de l'échec des Maisons de la Culture. Les exemples de Caen et de Bourges le démontrent aisément.

En 1960, à Caen, la municipalité conservatrice de Jean-Marie Louvel décide de faire reconstruire son théâtre. Jo Tréhard, qui « travaille sur la ville », seul, depuis plus de 10 ans, accepte la direction du futur bâtiment, à condition de donner son avis sur l'architecture. Premier conflit, première bagarre : Tréhard est obligé d'emmener des conseillers municipaux en Allemagne pour leur montrer comment doit être conçue une salle.

Deuxième épreuve : lorsque Malraux parle de transformer le nouvel édifice en Maison de la Culture, le maire de Caen n'accepte qu'à contre-cœur ; s'il finit par céder, si l'inauguration a lieu en 1963, c'est qu'il est appâté par la subvention d'Etat. Mais, pendant les cinq années qui vont suivre, ce sera la guerre entre Tréhard et lui ; joyeux tenant de l'ordre moral, Louvel se répand publiquement en propos venimeux : « Chaque création de Tréhard est une entreprise de subversion ». Rengaine fort connue qui s'achève ainsi : « Le peuple n'attend que de la distraction et des imbécillités. Il n'a pas besoin de penser. » L'année 1968 à Caen va donner à Louvel le prétexte pour se débarrasser de Jo Tréhard. Une campagne se répand dans une ville de petits commerçants poujadistes : les lettres d'insultes pleuvent, l'amalgame devient pratique courante, Tréhard est déclaré responsable de tout. D'une grève de 5 000 ouvriers en janvier 1968. Des événements de mai. En réalité, Tréhard avait simplement accueilli le Living Theater, mais avait évité tous les pièges, refusant notamment de transformer la Maison de la Culture en forum politique. Qu'à cela ne tienne : pour rassurer la République des boutiquiers, la municipalité de Caen désigne un coupable — Tréhard — et lui retire ses subventions. Le ministère n'insiste pas : la Maison de la Culture de Caen a vécu. En laissant faire, Malraux a ouvert la porte à Druon.

Gabriel Monnet interprétant « Dialogues d'exilés » de Brecht, à Nice.



Chassé par les sots

Aventure identique à Bourges ; quand Gabriel Monnet se voit confier la direction de la Maison de la Culture, il est déjà directeur d'une troupe — la Comédie de Bourges — et du Théâtre municipal. Il est confiant : « Je souhaite, au pays d'Alain Fournier, être protégé des envahissements de la sottise sûre d'elle-même ». Cinq ans plus tard, il sera chassé par les sots... Bourges était pourtant devenu, en peu de temps, « l'exemple », la Maison de la Culture de référence. On n'y faisait pas seulement un Festival théâtral annuel des provinces. Les expositions s'y succédaient, de Clouet à l'art africain en passant par Rodin, Delacroix, Daumier, Calder et Picasso. Les concerts musicaux mêlaient allègrement les genres : Samson François, Duke Ellington, Olivier Messiaen et les plus prestigieux orchestres du globe, les spectacles pour enfants trouvaient leur place. Les ciné-clubs jouaient d'émulation. Les ballets et les chanteurs se croisaient : Béjart après Brassens, les danseurs de l'Opéra de Paris après Juliette Gréco. Pierre Dumayet faisait Cinq colonnes à la une en direct de Bourges. Gabriel Tarta venait organiser une animation audiovisuelle à l'échelle d'une ville, bien avant le Crepac. Bourges était une fête. Morvan Lebesque en revenait enthousiaste et écrivait : « On y découvre la plus patiente et la plus cohérente des aventures ».

Trop cohérente aux yeux de certains. Parce que Monnet ne s'était pas contenté de « programmer ». Il avait également tenu à tisser des liens étroits avec la population ; il avait fait éclater le conseil culturel de la Maison de la Culture en de multiples conseils : un Conseil pédagogique composé de professeurs et d'élèves, un Conseil ouvrier où étaient représentés tous les syndicats, un Conseil des relais extérieurs pour rester au contact des villes et villages du département du Cher et même des départements limitrophes, un Conseil jeunesse où tous les mouvements de jeunes donnaient leur avis, un Conseil rural qui réunissait toutes les forces vives de la campagne berrichonne. Résultats convaincants : dans une ville de 75 000 ha-

→

LES CATHEDRALES DESERTEES

→

bitants, la Maison de la Culture comptait 10 000 adhérents. Malgré ce chiffre fabuleux, Monnet restait modeste : « Pour longtemps encore notre ouvrage ne sera qu'un brouillon ». Mais une étape importante avait été franchie : à Bourges, la culture n'était plus tout à fait « le luxe de quelques-uns ». Aujourd'hui, Monnet fait le bilan de ces cinq années 1964-1969 : « En réveillant une province morte nous avons fait la preuve qu'il est possible d'étendre à tous la culture, c'est-à-dire l'art de vivre où l'on est. »

Quand Monnet était arrivé à Bourges, le maire Républicain indépendant, Raymond Boisdé, lui avait exprimé son espoir : « Faites de Bourges une ville de qualité ». Mais, pour les deux hommes, le mot qualité ne recouvrait pas les mêmes intentions : Boisdé voulait du prestige ; Monnet désirait améliorer la vie des hommes, construire un bonheur de tous les instants. Le malentendu apparut clairement quand Monnet se retrouva aux côtés de Roger Planchon et de 34 directeurs d'entreprises culturelles, en mai 1968, aux Etats généraux de Villeurbanne, pour clamer : « Nous voulons le Pouvoir. »

Habilement, Boisdé fit semblant de croire qu'ils aspiraient directement au Pouvoir politique. Et il retourna l'argument, expliquant que Monnet entreprenait à travers la Maison de la Culture une opération de politisation. En quelques mois, Monnet devint à Bourges ce qu'était Tréhard à Caen : le baudet sur lequel on crie haro. Malraux répondit vertement aux deux cents notables qui avaient orchestré la campagne, mais accepta d'exiler Monnet à Nice. A Bourges comme à Caen, la réaction avait gagné.

D'autres conflits éclatèrent ailleurs, surtout en 1971. Ils furent toujours réglés de la même façon : à la baguette. Les conséquences sont graves. A Bourges règne désormais la médiocrité. Peu à peu, la Maison de la Culture s'est coupée de la population. Il n'y a plus que 3 000 adhérents. L'actuel directeur, Yves Robault, est un ancien banquier, qui a expliqué : « Nous entrons dans une société technocratique, il faut que la Maison de la Culture s'y adapte ». A Bourges, désormais, la culture se fait par commandes téléphoniques : « J'achète ou je n'achète pas », dit simplement le directeur. A Bourges a été « planqué » un exécrable homme de théâtre dont personne ne va voir les spectacles, même pas la bourgeoisie locale : Georges-Henri Régnier. Explication : il est un proche parent du président de la République. On est tombé si bas que lorsqu'il a fallu fêter le dixième anniversaire de la Maison de la Culture... on a dû faire appel à un spectacle de Monnet !

A Caen aussi, le maire actuel, le Républicain indépendant Jean-Marie Girault, se voit contraint de verser quelques larmes sur le passé. Lui qui aspire à faire de Caen la capitale intellectuelle de la Normandie, se prend à rêver d'une ville où il y aurait encore une Maison de la Culture. Quand Jo Tréhard est mort, il a fait accepter par le ministre d'alors, Jacques Duhamel, que la Comédie de Caen, centre dramatique, puisse survivre et que Michel Dubois, assistant de Jo Tréhard, lui succède. A Caen, la droite a compris, mais un peu tard, que la carotte était plus efficace que le bâton. Un peu tard parce que, si la Maison de la Culture existait encore, Dubois n'aurait pas aujourd'hui à renoncer à une partie de ses activités de création jusqu'au mois de juin, faute d'argent.

Druon s'en moque

Par peur politique, la droite a sciemment assassiné de nombreux foyers de création. « La culture, ça ouvre parfois trop les yeux. Et un peuple aux yeux trop ouverts est un aveugle qui se jette dans les bras du totalitarisme », nous a-t-on dit cyniquement à Bourges. On sait que Druon tient, en privé, le même langage. Il ne faut donc pas s'attendre à ce que les Maisons de la Culture échappent à la médiocrité ou à la pauvreté.

A 60 kilomètres de Bourges, une ville de 50 000 habitants en sait quelque chose : Nevers. Cette ville et sa municipalité d'Union démocratique ont reçu un fardeau empoisonné de la part de la municipalité U.d.r. précédente : une Maison de la Culture dont il fallait achever la construction et assurer le fonctionnement. Une énorme charge pour une petite ville. Il est évident que Druon s'en moque, d'autant plus que c'est un fief de gauche. Le Dr Benoist, maire socialiste de Nevers, pourrait pourtant donner des leçons au ministre des Affaires culturelles : « Nous consacrons 8 % de notre budget municipal à la culture, alors que M. Druon ne dispose même pas de 1 % du budget national. De manière générale, l'Etat se libère actuellement de multiples charges au détriment des communes. Et ce transfert nous met dans l'impossibilité de donner autant de moyens que nous le souhaiterions à la Maison de la Culture. »

Pour mieux comprendre les propos du Dr Benoist, il faut savoir que, même sous Malraux, le ministère n'a jamais pris réellement d'engagements : il se contente de donner à la Maison de la Culture la même somme que la municipalité ou le département ou les deux réunis. Sans tenir compte du fait qu'une ville de 50 000 habitants ne pourra pas consacrer autant de millions à une Maison de la Culture qu'une ville de 300 000 habitants. Le ministère refuse également de tenir compte des dépenses supplémentaires qu'entraînent chaque année, au sein d'une Maison de la Culture, le respect des conventions collectives et l'augmentation du prix des fournitures.

On en arrive ainsi à des aberrations : chaque année, dans telle ou telle Maison, un secteur de l'activité doit être supprimé. C'est cette menace qui pèse actuellement sur un département de la Maison de la Culture de Nevers : l'Atelier-Théâtre. Guy Brajot — directeur du théâtre, des maisons de la culture et des lettres — avait pourtant fait des promesses au responsable de cette troupe, Jean Lauberty, et au directeur de la Maison de la Culture, Jean Mauroy ; il se rendait bien compte qu'on ne pouvait supprimer le théâtre, qui permettait un rayonnement départemental. Jean Lauberty mort il y a quelques mois, le ministère ne répond plus. Pourtant, une équipe demeure. François Mitterrand, au titre de président du Conseil général de la Nièvre, l'a reçue récemment. Il a très vite compris et est allé à l'essentiel : « Combien vous faut-il pour survivre ? » Car, une fois encore, ce sont les collectivités locales — le Conseil général et la municipalité de Nevers — qui vont devoir sauver les meubles. En prenant ailleurs ce qu'il faut pour sauver une troupe et sortir une Maison de la Culture de l'impasse.

Nevers, Bourges, Caen : les « cathédrales » de Malraux sont plus que lézardées. Les responsables de cette situation sont connus : les gouvernants actuels, mais aussi Malraux lui-même, qui n'a pas su défendre au moment où il le fallait les créateurs aux prises avec l'Ordre moral. Reste à savoir aussi si la méthode Malraux était la bonne. Il est certain que Malraux, en faisant appel uniquement à des hommes de théâtre, a imposé un modèle. Faut-il le suivre à tout prix ? La présence du théâtre dans l'action culturelle n'a sans doute pas à être remise en cause. Mais il est sûr qu'il n'a pas à être privilégié outrageusement et que la fonction première des Maisons de la Culture devrait être la polyvalence et la pluridisciplinarité. La réussite de Monnet à Bourges l'a démontré.

Pour l'instant, l'action culturelle demeure « l'héroïsme d'un petit nombre » qui lutte pour abattre, comme le dit Monnet, « cette barrière entre les intellectuels et le peuple qui est née de tous les procès faits à l'intelligence par les maîtres de l'heure ».

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Les 2 nouveaux films du
SAINT ANDRE DES ARTS
à partir du 20 février
DADDY
réalisé
par Peter Whitehead
interprété
par Niki de Saint Phalle
A PARTIR DU 27 FEVRIER
PAYSAGE MORT
un film de ISTVAN GALL
LE SAINT ANDRE DES ARTS
30, rue St André des Arts
326.48.18

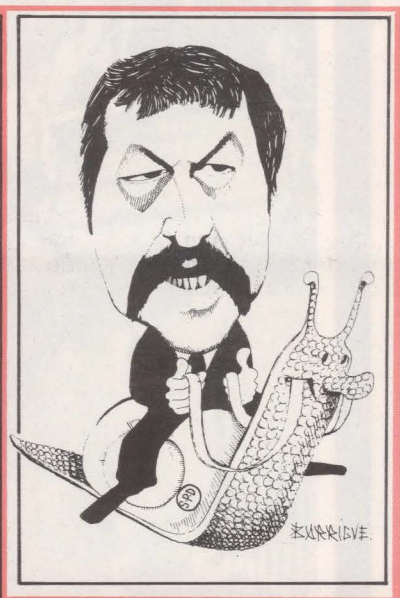
changer la vie culturelle

Livres
GUNTER L'ESCARGOT

Une campagne électorale, ses grands et ses petits moments, tout le monde sait ce que c'est, en tout cas nombre de lecteurs de « l'Unité ». Quand c'est raconté par un Günter Grass — dans son « Journal d'un escargot », qui vient de paraître au Seuil — cela devient coloré et fort, même à l'heure du quotidien le plus banal : les salles qui ne se remplissent qu'au compte-gouttes mais qui n'empêchent pas d'« y croire avec une foi enfantine : ça va encore venir »... Les chopes de bière et les contradicteurs... Les mauvais jours où l'on a été « minable face à Barzel »... Ceux où l'on est enroué au micro... Le petit car Volkswagen sur le toit duquel on grimpe pour présenter le candidat... Bref, la longue (30 000 km) pérégrination militante d'un écrivain célèbre, partant plusieurs semaines sur les routes d'Allemagne pour engranger des votes S.p.d. aux législatives de 1969 et implanter une soixantaine de comités de soutien au parti de Willy Brandt.

Brandt qui passe parmi ces pages, « Sisyphe nordique », en simple silhouette parmi tous les personnages, réels ou imaginaires, campés ici par l'auteur du « Tambour » et des « Années de chien ». Une légion de personnages fourmillant dans un écheveau d'histoires et de notations : construit en spirales superposées, hélicoïdal comme l'escargot du titre, ce « Journal » brasse tous les genres, le livre de bord électoral, la fiction — l'histoire d'un Juif cloîtré par la guerre dans une cave — et le recueil de réflexions sur l'art, la politique, l'Allemagne, la famille, que sais-je encore... Au point qu'on se perd dans ce labyrinthe et que cette complexité tourne aisément à la confusion.

Mais quel plaisir lorsque Günter Grass retombe sur ses pattes de militant en campagne et distribue ses coups de griffes tous azimuts ! Contre ceux dont il se défie : les partisans d'un Paradis trop bien discipliné et du « bonheur par ordre », ou les « théologiens » du refus utopique de la réalité, ou « les gens



qui, pour rendre service à l'humanité, veulent redresser les bananes ». Contre ceux, surtout, qu'il a entrepris de combattre sur le terrain, de ville en ville, de phrase en phrase : les gens de la droite, du « parti noir », qui ne savent même pas être beaux perdants — « Maintenant, ils vont mettre de la peur en circulation : de petits mensonges pédestres, un demi-soupçon en marche... » Comme quoi, d'un côté du Rhin ou de l'autre, la droite se ressemble toujours. Il y a, dans le « Journal d'un escargot », des portraits aisément transposables chez nous, comme celui de Barzel : « Les gestes cléricaux, bénisseurs de toute fraude, la dignité vide qui se copie elle-même, l'élimination des réalités par la casuistique du discours — toujours le gros mensonge évité grâce à des presque-vérités... »

Contre eux, que faire ? « Des trous dans la glace et les tenir ouverts ». Avancer pas à pas, en bon pragmatique — « pas de quoi s'exciter, rien qui agrandisse la pupille ! » — et pourtant avancer : « Le progrès est un escargot », dit Grass, il faut être escargot ; méfiant devant les grands sauts, mais « actionnant sans trêve son muscle moteur »... « Collé à la route, mais jouant des cornes dans le futur »... Le livre de Günter Grass est une profession de foi social-démocrate tout autant que, comme il dit, « une escargautobiographie ».

S.R.

SARTRE L'AIGUILLON

Francis Jeanson est un exemple de rigueur et de modestie. Celui que l'on appelle « le biographe de Sartre » — il a déjà écrit trois études sur l'auteur de « La nausée » — en est encore à s'interroger : qui est Jean-Paul Sartre ? Ses approches successives lui semblent insuffisantes, Jeanson a remis son ouvrage sur le métier pour mieux mettre à jour toutes les contradictions d'un homme. Car, après tout, Sartre aurait pu n'être qu'un bon littérateur, doublé d'un philosophe. Comment en est-il venu à l'action politique ?

Certains trouveront logique le processus : ses réflexions contenaient en germe son aventure politique, diront-ils. Si cela était, pourquoi Sartre n'est-il pas entré au Parti communiste en même temps que son condisciple Paul Nizan ? Ou pourquoi n'a-t-il pas emboîté le pas de son amie Colette Audry, qui militait dans les rangs socialistes déjà au temps du Front populaire ? Réponse : de la prise de conscience à la lutte active, il y a un grand pas à franchir ; qui requiert des circonstances précises et favorables ; qui appelle des semences longues à surgir. C'est le mûrissement hésitant de cette moisson qui a retenu Francis Jeanson pour « Sartre dans sa vie » (Le Seuil).

Jeanson n'est pas manichéen : il ne montre jamais Sartre ni tout noir ni tout blanc. Il campe un homme sincère en proie aux incertitudes. Un homme qui tantôt salue la mémoire de Maurice Thorez, tantôt s'en prend vertement aux communistes. Pourtant, ces revirements successifs s'expliquent. Et expliquent les positions actuelles de Sartre. Les ignorer serait oublier une des composantes de la vie politique française en 1974. Car, même si cela doit déplaire, même s'il est gênant, même s'il se trompe parfois, Sartre joue un rôle important pour la gauche : il irrite et aiguillonne, il oblige à débattre.



J.M.

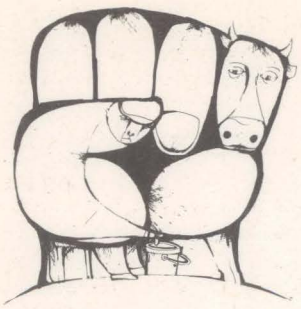
Cinéma
MALLE ET LA CHAINE

Louis Malle, c'est un cinéaste sur lequel il est difficile de mettre une étiquette. Ne serait-ce que pour sa façon de passer du documentaire à la fiction : le réalisateur d'« Ascenseur pour l'échafaud » avait travaillé avec Cousteau pour « Le monde du silence ». « Le voleur » avait été précédé d'un court métrage sur le Tour de France et suivi de « Calcutta », reportage sur l'Inde. A cette époque, Malle disait déjà : « J'ai besoin de retourner à la réalité, de sortir de ce domaine artificiel. J'ai l'impression de m'enfoncer dans la routine... » Après « Lacombe Lucien », nous allons bientôt pouvoir juger aussi le Malle du cinéma direct, avec la prochaine sortie d'« Humain, trop humain », film-témoignage réalisé avant « Lacombe ».

Qu'est-ce qui est humain, trop humain ? C'est le travail à la chaîne dans les usines automobiles. Là encore, ce qui guide Malle, c'est le constat : gestes, expressions du visage, tout cela sans esthétisme ni humanisme. Juste les bruits : bruits de la chaîne, de la machine, de l'usine, et le silence de l'homme exploité. Ce silence-là continue lors d'une séquence tournée au Salon de l'automobile : propos de vendeurs, paroles du président de la République ; et silence des consommateurs...

A travers ses recherches de la réalité brute, Malle cherche maintenant à nous proposer un constat. Par contrecoup, ses films de fiction s'en ressentent. Et c'est un bien.

J.-L.D.



LA COLERE VERTE

Le pouvoir d'achat des petits paysans a régressé. Mal défendus par un syndicat unique et modéré dans lequel ils se reconnaissent de moins en moins, ils sont prêts à passer à l'action directe.

Les paysans sont en colère. Des manifestations, parfois violentes, comme en Bretagne — à Guingamp, en particulier — ont secoué la province, du 15 au 18 février, pour l'attester. Par dizaines de milliers, les agriculteurs ont ainsi voulu exprimer le profond malaise que provoque dans leurs rangs la politique agricole du gouvernement.

Les causes de ce malaise ? Essentiellement une baisse importante des prix à la production qui a entraîné, l'an passé, une sensible diminution du pouvoir d'achat paysan. C'est ainsi qu'au prix actuel, un producteur de lait perd 3 centimes par litre pour atteindre... le niveau du Smic ! En cette période d'inflation accélérée, les agriculteurs ne sont pas épargnés. Et tout permet de penser que les engrais, le fuel et l'ensemble des coûts de production vont augmenter dans des proportions inquiétantes.

Une fois par an, en février, le gouvernement fixe les prix agricoles. Il se base, pour ce faire, sur les négociations des ministres de l'Agriculture des Neuf — les seuls au demeurant, dans leur secteur, à définir un semblant de politique commune. Ceux-ci se sont rencontrés au début de la semaine à Bruxelles afin d'arrêter les relèvements de prix à la production pour 1974.

Au nom du gouvernement français, Jacques Chirac réclame une hausse moyenne de 12,5 %. C'est nettement insuffisant pour les agriculteurs qui la souhaiteraient de 17 % à 20 % pour la viande. Mais Chirac a dû composer avec des collègues, notamment l'Allemand et le Britannique, opposés à de trop fortes hausses, génératrices d'inflation à leurs yeux. Ce qui est discutable quand on connaît les marges, plus que substantielles, des intermédiaires.

Il est possible que les 11 et 12 mars intervienne à Bruxelles un compromis. Mais il sera sans doute très éloigné des revendications avancées par les agriculteurs des neuf pays de la C.e.e. Pour eux, une chose est sûre : le sucre extérieur vaut 3 fois plus cher que celui de la Communauté, le blé américain 2 fois plus... Le Marché commun peut donc leur apparaître comme un empêcheur de réaliser de bonnes affaires.

Ce ne sont probablement pas les décisions attendues à Bruxelles qui les feront changer d'avis. Sous prétexte de « s'attaquer » à l'inflation, on va peser en priorité sur les prix agricoles. Si intervient un compromis final portant la hausse des céréales à 2 %, celle du lait à 7 % et celle de la viande de bœuf à 12 %, on sera loin du compte... Le mécontentement paysan n'est donc pas près de disparaître. Comment s'exprimera-t-il ? Tout dépendra de l'évolution du rapport des forces, tant au sein des organisations paysannes qu'entre elles et le gouvernement. L'histoire récente montre combien cette évolution s'accélère. Et permet d'imaginer dans quel sens elle va s'opérer.





Mai 1970 dans l'Est de la France — et particulièrement dans les Vosges. Mai 1972 dans tout l'Ouest, mais aussi dans le Sud-Ouest... La grande masse des producteurs de lait font la grève des livraisons et, à leur tour, deux ou quatre ans après Mai 68, commettent un surprenant « sacrilège » en s'en prenant non seulement aux industries privées, mais aussi à leurs propres coopératives. Dans ces régions « traditionnellement conservatrices » (l'Est ou l'Ouest catholique), les syndicalistes affirment dans leurs déclarations comme dans leurs attitudes que le paysan sait aujourd'hui qu'il est — au côté des ouvriers — un producteur-travailleur.

Il y a quelques mois, les agriculteurs les plus riches se regroupent pour lutter contre une fiscalité qu'ils jugent inique : l'impôt réel sur le revenu pour les exploitations qui font plus de 50 millions (anciens) de chiffre d'affaires.

« Paysans-travailleurs » des régions d'exploitations familiales ou gros agrariens du Bassin parisien sont pourtant, depuis 25 ans, syndiqués dans le même et unique syndicat reconnu des exploitants agricoles, la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles (F.n.s.e.a.) ; et, quelles que soient la divergence de leurs intérêts, la dureté de leurs oppositions, ou leur situation déclassée, ils hésitent toujours à la quitter pour constituer, chacun de leur côté, leur propre syndicat.

Depuis 1958, cependant, le Mouvement pour l'organisation et la défense des exploitants familiaux (Modef) regroupe une part notable des exploitants familiaux du Sud-Ouest et gagne en influence dans l'Ouest de la France. Héritier du mouvement syndicaliste révolutionnaire paysan d'avant-guerre, ce mouvement se situe résolument à gauche. Il est appuyé par l'hebdomadaire communiste « La Terre », hebdomadaire le plus diffusé en milieu agricole. Pourtant le Modef hésite — sinon se refuse — à s'affirmer comme un véritable syndicat face à la F.n.s.e.a.

L'unité syndicale agricole réalisée depuis la Libération est donc une unité difficile et constamment menacée. Par des mouvements externes — comme le Modef — mais aussi par des mouvements « internes »: de 1955 à 1962, sa section «jeune» — avec à sa tête le leader actuel de la F.n.s.e.a., Michel Debatisse — met en cause très vigoureusement sa politique et dénonce l'influence et le poids des « grands céréaliers et betteraviers ». De même, de 1965 à 1970, le syndicalisme de l'Ouest s'opposera de manière radicale à la F.n.s.e.a. de Debatisse et mènera une politique largement autonome. Aux oppositions internes ou externes, s'ajoute, à chaque instant, la menace que représente la pratique même des luttes paysannes : la plupart des grandes manifestations paysannes depuis la Libération se sont faites sans l'accord de la F.n.s.e.a., et même souvent contre elle. Ce fut le cas des luttes de 1953 dans le centre de la France et le Midi viticole, des grandes manifestations dans l'Ouest de 1959 à 1962, des grèves du lait de 1970-1972, etc. Les producteurs se donnent localement leurs propres « comités » pour organiser les manifestations — comités qui, la lutte terminée, tendent alors à se mettre en sommeil.

Ainsi constamment remise en cause, l'unité syndicale autour de la F.n.s.e.a. apparaît pourtant, à l'épreuve, solide. Car s'il n'est pas toujours à l'origine des luttes, c'est pourtant Debatisse qui en tire parti en négociant au nom de l'« intérêt général ». Seul un syndicat de droite — si ce n'est d'extrême droite par ses dirigeants — nostalgique du monde rural ancien, s'affirme comme un concurrent direct de la F.n.s.e.a. : mais l'influence de ce nouveau syndicat, la Fédération française de l'agriculture, n'est encore que locale. Et, dans les régions où elle est implantée, comme l'Ouest des propriétaires fonciers et des vieux notables éliminés par l'action du Centre national des jeunes agriculteurs (C.n.j.a.) dans les années soixante (Vendée, Morbihan, Manche, etc.), son influence reste limitée.

L'unité, avantage historique

Syndicat unique, la F.n.s.e.a. est aussi un syndicat collaborant étroitement avec le gouvernement. Qui plus est, le premier gouvernement de la Ve République — celui de Michel Debré — s'est directement inspiré des thèses des jeunes paysans modernistes du C.n.j.a. pour se donner une nouvelle politique agricole conforme à son objectif « d'industrialisation » de l'économie française ; et cette politique (lois d'orientation de 1960 et 1962) sera mise en place avec l'aide directe et la participation du syndicalisme.

Depuis 1967, les dirigeants des organisations professionnelles et ceux du ministère de l'Agriculture se rencontrent chaque mois pour résoudre les problèmes du secteur agricole. Depuis deux ans le Premier ministre reçoit chaque année, au cours d'une « conférence annuelle », les dirigeants agricoles. A ces réunions nationales qui permettent au syndicalisme de participer à l'élaboration de la politique agricole correspondent souvent des réunions départementales ou régionales, entre l'administration (préfet, directions départementales de l'Agriculture) et les représentants professionnels. Leur objet est d'étudier la mise en place locale des décisions de politique agricole : distribution et affectation des crédits et des subventions, conditions de l'application des mesures réglementaires, etc. Dans beaucoup de cas, des crédits et subventions seront distribués par des institutions sous contrôle du syndicalisme.

Syndicat unique, collaborant étroitement avec le gouvernement — et cela depuis la Ve République — ce syndicalisme-là n'est-il pas une forme moderne de corporatisme ?

La F.n.s.e.a. s'en défend vigoureusement. Elle s'affirme non corporatiste, en ce sens qu'elle ne défend pas d'une manière « étroite » et « égoïste » les intérêts d'un monde rural fermé et étranger à la société industrielle. Elle n'est représentative que des exploitants agricoles ; et la défense de leurs intérêts passe, pour la F.n.s.e.a., d'abord par l'adéquation à une politique de croissance et d'expansion économique et aussi par la conciliation des intérêts des agriculteurs avec ceux des autres catégories sociales.

Du reste, la F.n.s.e.a. se défend de collaborer étroitement avec un gouvernement plutôt qu'avec tel ou tel autre. Certes, Debatisse, à plusieurs reprises, a soutenu plus ou moins publiquement la majorité, en quoi il innovait par rapport à ses prédécesseurs ; mais un « certain équilibre » politique est respecté dans les instances nationales. Selon la F.n.s.e.a., ce qui importe c'est que les agriculteurs ont tout à gagner à se présenter unis devant « les pouvoirs publics » et à veiller de près à l'élaboration et à l'application de la politique agricole. L'unité syndicale agricole, déclare volontiers Debatisse, est un avantage historique que n'ont pas les ouvriers. Elle est d'ailleurs récente : avant-guerre la multiplicité syndicale a beaucoup nui aux agriculteurs ; si les ouvriers disposaient de la puissance qu'assure l'unité syndicale, estime Debatisse, ils y veilleraient tout aussi jalousement. Et — comme s'en targue la F.n.s.e.a. — un tel syndicat ferait alors aussi profession d'« apolitisme » pour maintenir son unité.

Ainsi, cette unité est solidement défendue par la F.n.s.e.a. A chaque congrès, une part importante du rapport moral lui est consacrée. Et la F.n.s.e.a. veille jalousement à ce qu'aucun autre mouvement représentatif de producteurs agricoles ne soit reçu en tant que tel par les responsables politiques. Avant chaque élection aux Chambres d'agriculture, elle rappelle son caractère « pluraliste » et « apolitique ». Ce qui ne l'empêche pas d'être aussi confiante en sa force et son efficacité.

Aujourd'hui, la radicalisation des mouvements de masse des producteurs familiaux, à gauche, comme la résurgence à droite des vieilles idéologies pouvaient certes amener à un « éclatement » syndical. Cela n'est guère probable et cela n'est certes pas souhaité par la F.n.s.e.a. : mais elle peut, peut-être, forte de « l'efficacité » de l'unité



Jacques Chirac et Michel Debatisse.

jusqu'ici maintenue, estimer qu'il n'y a guère de risque à laisser partir les « extrémistes ». Ceux-ci ne sauraient, en effet, entraîner hors de « leur » organisation la grande masse des agriculteurs.

"Comme le tisserand"

L'unité syndicale ne se comprend bien qu'en examinant la fonction assumée par la F.n.s.e.a. dans la gestion de l'appareil de production agricole et dans l'articulation de cet appareil à l'ensemble de l'économie. Autrement dit, cette unité syndicale, face à l'Etat, ne peut s'expliquer que par la forme même de la production agricole dans les pays capitalistes. Et, inversement, la remise en cause de cette unité ne peut être comprise sans examen de la situation de classe des agriculteurs.

La F.n.s.e.a. n'assure pas en fait la défense directe des agriculteurs. Cette défense est d'abord assurée localement par les syndicats départementaux ; ou, s'il y a carence de ceux-ci, par des comités qui s'organisent, pour l'occasion, sur la base des revendications paysannes. Elle est aussi assurée par les fédérations verticales « par produit » : Association générale des producteurs de blé ou Confédération générale de la betterave, pour les grands agriculteurs du Bassin parisien ; Fédération nationale bovine ou porcine, Fédération nationale des producteurs de lait, etc., pour les agriculteurs « familiaux ».

La F.n.s.e.a. est le lieu où s'organise l'arbitrage de ces divers intérêts ; elle est l'intercesseur entre les agriculteurs revendiquant et →



LA COLERE VERTE

l'Etat en temps de crise ; elle traduit les « besoins » de la base, explique les décisions du ministère en temps de « paix ».

Cette fonction de « syndicalisme de gestion » découle des forces sociales particulières de la production agricole. La production agricole est, on le sait, assurée dans les pays capitalistes développés par des producteurs « indépendants », propriétaires de leurs moyens de production et des marchandises qu'ils mettent en vente : le mode de production capitaliste n'a pas, là, séparé le travailleur de ses moyens de production. Les paysans ne sont pas dans le rapport de production qui définit le capital : le salariat et l'achat de la force de travail des travailleurs libres. Ainsi, l'exploitation agricole n'a pas été soumise à la « concentration capitaliste » ; le progrès technique ne l'a pas condamnée « comme la machine à vapeur a condamné le tisserand » — ainsi que le pensait Lénine. Tout au contraire les exploitations agricoles familiales se sont avérées aptes à adopter de façon efficace les innovations techniques. Mais surtout, en s'endettant pour acheter la terre et les machines, en intensifiant le travail, en n'exigeant ni profit ni rémunération « normale » du capital, en acceptant de fait un niveau de vie analogue à celui de la classe ouvrière, ces exploitants fournissent à bas prix les produits agricoles : un litre de lait coûte toujours moins cher qu'un litre d'eau minérale.

Mais, du fait même de la forme de production de l'agriculture, le système économique n'a pas de prise directe sur ces travailleurs, comme il en a sur les ouvriers. Comment imposer des « cadences infernales » aux agriculteurs. Le très important essor de la production agricole depuis la Libération, l'accroissement très considérable de la productivité, le rythme accru et plus soutenu du travail, tout cela a exigé la mise en place d'un appareil complexe d'encadrement et de contrôle des producteurs agricoles.

D'une part, il faut avancer aux producteurs les sommes nécessaires aux investissements — sommes qui ne peuvent provenir de l'accumulation du capital, comme pour les entreprises « industrielles ». D'autre part, il faut orienter ces investissements et aider à leur mise en place, par le jeu de la vulgarisation et du conseil technique ; enfin, parce que le revenu des paysans n'est pas un salaire, il faut régulariser les prix des produits pour assurer au producteur un nouveau cycle de production (rachat d'engrais, de fuel, etc.) et un niveau de vie régulier. Mais il faut aussi décider des critères de distribution des aides publiques nécessaires ; aider à l'« élimination » des producteurs jugés « inutiles » — parce que jugés incapables de suivre la progression nécessaire de la productivité du travail — et redistribuer leurs terres aux producteurs jugés « utiles ».

Un tel appareil de gestion ne peut être que très compliqué ; il est composé de l'imbrication, au niveau national comme au niveau départemental, d'instances professionnelles diverses — par exemple : coopération, crédit, associations de développement, etc. — et d'instances politiques. Mais le syndicalisme y joue un rôle d'autant plus essentiel que c'est en partie sous sa pression, en tout cas avec sa collaboration active, que ce système s'est progressivement mis en place.

Meilleur revenu qu'un ouvrier ?

L'action du C.n.j.a. de 1955 à 1965 a été déterminante dans la mise au point de ce « système de gestion » de l'agriculture. Dénonçant d'abord l'immobilisme et le conservatisme des vieux notables, ensuite la « politique de prix » que mène la F.n.s.e.a. et qui, selon les Jeunes agriculteurs, ne servait qu'à favoriser les gros céréaliers du Bassin parisien, les jeunes proposent une « politique de structures ». Leur raisonnement — qui va séduire tout aussi bien « la nouvelle gauche » que les technocrates — qui parviennent au pouvoir avec les ministres techniciens des premiers gouvernements du général de Gaulle — est simple : il s'agit d'assurer une hausse des revenus agricoles par un accroissement de la productivité du travail. Plutôt que de gaspiller les fonds publics dans le soutien des marchés — et cela en favorisant les plus « riches » au détriment des plus « pauvres » — il convient de réduire la population active agricole. Egalement de concentrer les aides sur les agriculteurs ayant des structures de production encore insuffisantes pour qu'ils s'agrandissent et s'équipent. Enfin, d'assurer aux agriculteurs un meilleur pouvoir économique sur le marché en développant la coopération agricole et les industries alimentaires.

Ce programme de modernisation accélérée de l'appareil de production agricole sera repris presque intégralement de 1960 à 1962 par le gouvernement Debré, puis par Edgard Pisani : il constitue l'essentiel de la loi complémentaire de 1962.

En dotant ainsi la Ve République d'une politique agricole qui lui faisait défaut, le C.n.j.a. va prendre aussi peu à peu le contrôle de la F.n.s.e.a. : ses leaders principaux ont aujourd'hui, sur le plan national comme sur le plan local, pris la place des vieux « notables ». La mise en place de cette politique permettra de développer les structures syndicales et surtout d'en accroître les pouvoirs à tous les niveaux.

Cette politique va réussir indéniablement à accélérer et à régulariser l'exode rural, par l'indemnité viagère de départ (I.v.d.) destinée aux vieux agriculteurs, plus que par les « mutations professionnels » qui seront un échec). A régulariser un peu le marché foncier (Safer). A moderniser l'appareil de production (amélioration du cheptel bovin). L'agriculture sera modernisée ; elle affrontera dans de bonnes conditions « le heurt » du Marché commun agricole ; elle approvisionnera en matières premières des industries alimentaires et permettra leur très rapide développement. Bref, le premier pari a été effectivement tenu : la productivité du travail a considérablement augmenté. Mais qu'en est-il des revenus ?

MICHEL LEVINE

AFFAIRES NON CLASSEES

préface de DANIEL MAYER

Archives inédites de la ligue des droits de l'homme

"Levine, sans commentaires, montre comment Pompidou et Marcellin violent sans cesse les droits des citoyens français, comment ils bafouent la liberté au hasard du quotidien. Edifiant !.."
JEAN-PAUL LIEGEOIS ("l'Unité")

"Une édifiante leçon d'histoire contemporaine."
MICHEL GRISOLIA ("Le Nouvel Observateur")

"Le lecteur qui suit Michel Levine dans sa scrupuleuse incursion au cœur de la logique démente de l'appareil d'Etat découvre les mille et une facettes d'un système où l'oppression est le but..."
"Lutte Ouvrière"

FAYARD



Des paysans se sont surendettés pour investir et acheter des terres : le remboursement de leurs dettes étant pris sur leur revenu, celui-ci a pu, pendant de longues années, être très bas. D'autres agriculteurs ont renoncé : faute de pouvoir suivre « l'évolution moderne ». Plus du tiers des exploitations, soit environ 700 000, ont disparu entre 1955 et 1970. La note de la modernisation a été lourde ! Certains ont su, au contraire, combiner intelligemment toutes sortes de subventions et de crédits pour s'assurer un décollage rapide. Mais, de toute façon, le revenu des agriculteurs n'a pas suivi la hausse de la productivité. Pour une simple raison : cela n'a pas de sens.

Les gains de productivité du travail entraînent la « valeur » des produits et donc leur prix. Malgré des hausses de productivité fantastiques, les agriculteurs qui produisent du poulet dans des poulaillers ultra-modernes, capables de « sortir » plus de 100 000 poulets par an, n'ont pas fait fortune : le prix du poulet a baissé.

Ainsi, si l'on comprend bien en quoi la politique définie en 1962 était utile à « l'expansion économique » — elle « abaisse » la valeur des produits agricoles et permet d'éviter des hausses correspondantes des salaires ouvriers — on comprend moins en quoi elle constituait une politique de défense des revenus de l'ensemble des agriculteurs.

Depuis un siècle, les revenus réels (niveau de vie) des paysans, suivent ceux que le système capitaliste accorde aux ouvriers en salaire. Certes, les « revenus calculés » des agriculteurs peuvent, en moyenne, apparaître plus élevés que ceux des ouvriers ; mais une part de ce revenu sert à des investissements productifs : le paysan, sans salariés — ou même avec un seul... — n'est pas un capitaliste capable d'accumulation de capital. Du reste, il n'y a qu'à consulter les statistiques de consommation pour constater que le « niveau de vie » des paysans est analogue à celui de la classe ouvrière.

Mais dire que le système capitaliste accorde finalement une même rémunération au travail des producteurs agricoles qu'au travail des producteurs « industriels » ne signifie pas, bien sûr, que ces deux « groupes » de production soient dans le système capitaliste « exploités » de la même manière.

« Le paysan vit pauvrement, mais meurt riche », dit un adage. Il est en effet propriétaire de ses moyens de production. Et ses enfants devront recommencer ce cycle.

Vente directe de la viande de bœuf par les paysans du Comité de Guéret.



Il est aussi propriétaire des marchandises qu'il vend : une grève de quelques jours des livraisons de ses produits, par exemple le lait, lui fait perdre non seulement son travail, mais aussi ce que lui a coûté la production de ce produit. Du même coup, la défense de son « revenu » passe par la défense du prix de ses produits. Défense dont le système capitaliste peut aisément se servir pour nourrir l'« antagonisme » paysans-ouvriers, les hausses de produits alimentaires réduisant le niveau de vie ouvrier. Alors que, bien entendu, il s'agit pour le système d'éviter des hausses des salaires ouvriers.

Aussi ces deux classes de producteurs, ouvriers et paysans-travailleurs, ne sont pas dans les mêmes rapports de production. La tentation est grande pourtant, à gauche, de fonder l'alliance ouvriers-paysans sur une « évolution » qui pousserait le producteur agricole dans un rapport de production analogue à celui des ouvriers.

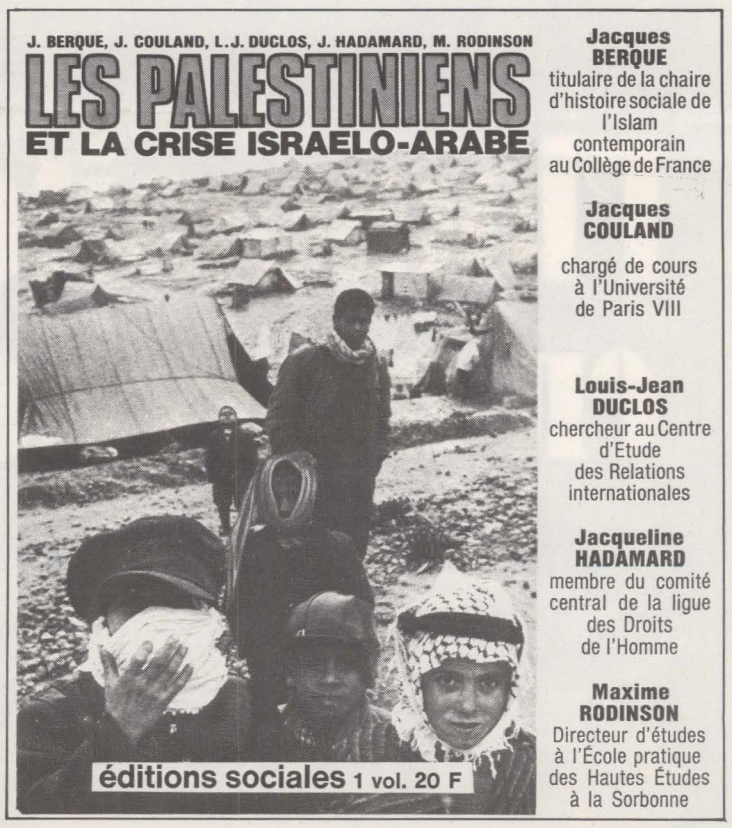
Deux thèses sont souvent proposées ; la première est celle de Kautsky dans la question agraire : le producteur agricole est, au fur et à mesure de l'extension du capitalisme, exproprié de ses moyens de production et devient à terme le salarié des entreprises agricoles capitalistes. Cette thèse étant, pour l'heure du moins, récusée par l'Histoire, une seconde vise à montrer que tout se passe « comme si » la première était vraie ; certes, le paysan est « apparemment » propriétaire. Ce détour théorique compliqué n'explique pas pourquoi le crédit somme qui lui a permis de les acheter, qui est le « véritable » propriétaire. Ce détour théorique compliqué n'explique pas pourquoi le crédit agricole est si bon marché — meilleur marché en tout cas que le crédit accordé aux petits entrepreneurs.

Ces thèses de la prolétarisation des paysans nient trois évidences historiques : c'est le capitalisme lui-même qui a ruiné l'agriculture capitaliste (en Angleterre, de façon claire) ; le capitalisme a tout intérêt à maintenir le type de production agricole qui est apparu au cours même du développement capitaliste : un producteur agricole débarrassé de la « tutelle » des propriétaires fonciers ; ouvriers et paysans ne sont pas dans les mêmes rapports de production.

Le mérite de ces thèses est celui du plus court chemin. Mais ont-elles celui d'être reconnues comme vraies par les travailleurs, paysans comme ouvriers ? Pour le paysan, même le plus conscient des conditions de son exploitation en tant que travailleur, le problème urgent est celui des augmentations de prix, et des conditions de la reproduction de son exploitation.

Ainsi comprend-on l'ambiguïté de l'attitude des agriculteurs vis-à-vis de la F.n.s.e.a. Cet appareil « syndical » lourd leur apparaît de plus en plus clairement, dans le fonctionnement de l'agriculture en système capitaliste, comme un rouage même de ce système social ; et de moins en moins comme un outil de défense directe. Mais ce rouage n'est-il pas indispensable dans les conditions mêmes de la reproduction du système social ? Dès lors, si la F.n.s.e.a. assume « correctement » sur le plan national comme sur le plan local cette fonction, les paysans s'en satisfont. Quand, sur le plan départemental, les F.d.s.e.a. sont suffisamment autonomes par rapport à Debatisse pour que s'y expriment les revendications de la base, le système syndical reste donc stable. Et la F.f.a. recule, comme le montrent les élections des Chambres d'agriculture, en cours actuellement. Car, pour les agriculteurs, leur défense véritable au sein du capitalisme doit être organisée par eux, à la base. Peut-être aura-t-on l'occasion de s'en apercevoir après Bruxelles.

JEAN-PIERRE PAUMELLE





Jean Rostand préside le Comité de lecture de la grande collection LIBERTE EGALITE FRATERNITE L'Humanité en Marche

groupant des historiens, écrivains, journalistes, universitaires, responsables syndicalistes, militants politiques de tous les horizons de la pensée et de l'action démocratiques et socialistes.
Quel a été le but exaltant de ces hommes, parfois confrontés entre eux, et soudain unis devant une aspiration commune ?
Présenter sous une forme unique à ce jour une vaste fresque de tous les mouvements révolutionnaires, populaires, démocratiques du monde entier.
La forme ? Chaque volume comprend une préface, une étude, un roman, d'auteurs prestigieux et de personnalités de premier plan.
L'ampleur ?

LES PERIODES HISTORIQUES QUI CHANGERENT LA FRANCE :
1789, 1793, les Trois Glorieuses, la Commune de Paris, le Front populaire.

LES GRANDES ETAPES DE L'HISTOIRE MONDIALE :
l'Amérique latine, l'URSS, la Chine, les Etats-Unis, l'Afrique, etc.

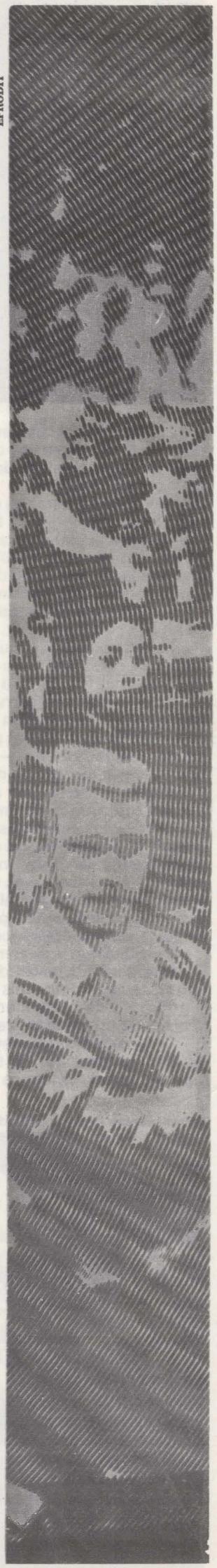
LES THEMES-FORCE QUI MOBILISERENT LE GENIE ET LE COURAGE DES HOMMES :
l'abolition de l'esclavage, la liberté de la presse, l'école démocratique, les conquêtes ouvrières, les résistances à l'oppression, la lutte contre le racisme.

LES PROBLEMES-CLEFS DE LA SOCIETE CONTEMPORAINE :
l'industrialisation, les paysans, la jeunesse, la femme.

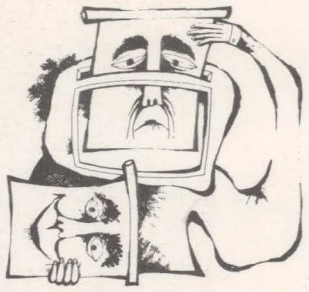
Deux cents ans de lutte à travers le monde vers une société plus juste, plus fraternelle, plus pacifique vous permettront de mieux comprendre le présent, d'imaginer l'avenir.
"L'Humanité en Marche - Liberté Egalité Fraternité" vous offre la vision la plus large, la plus objective - puisqu'il s'agit d'une œuvre collective - la plus accessible, la plus vivante de l'histoire du monde démocratique.

Pour tous renseignements s'adresser aux Editions Martinsart, 58 rue des Capucins 41-Romorantin

EPRODIT



Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 22 FEVRIER

Jacques Delors à l'émission Questionnaire (21 h 30, ch. 3).

Le professeur Minkowsky au magazine de Lalou - Desgraupes - Barrère : « la médecine néo-natale » (21 h 50, ch. 1).

SAMEDI 23

La science et la liberté de l'homme, au magazine scientifique Horizons (17 h 50, ch. 2).

Le grand responsable de l'irruption du peuple dans le roman-feuilleton : « Eugène Sue », de Jean-Louis Bory (20 h 35, ch. 1).

Le Théâtre Daniel-Sorano de Dakar « africanise » Molière : « Le malade imaginaire » (20 h 45, ch. 3).

Le 1er épisode d'un feuilleton politico-scientifique d'après Jacques Bergier : « Aux frontières du possible » (21 h 35, ch. 2).

DIMANCHE 24

« Sainte Antenne, priez pour nous » : le « phénomène Ménie Grégoire » en procès, avec Roland Leroy, Michel Rocard, etc. 16 h 05, ch. 2).

L'un des plus beaux délires d'Audiberti : « Quoat-Quoat » (20 h 35, ch. 2).

Rediffusion d'un document : Pablo Casals (20 h 45, ch. 3).

Le couple Steve Mc Queen - Faye Dunaway dans un policier original : « L'affaire Thomas Crown (20 h 50, ch. 1).

Un document hors-série de la C.b.s. sur la vie intra-utérine : « Les premiers mois de la vie » (21 h 35, ch. 3).

Le cycle « fantastique » de Ciné-club : « Rendez-vous avec la peur », de Jacques Tourneur (22 h 30, ch. 2).

LUNDI 25

Subtil et attachant : « Ma nuit chez Maud », un film d'Eric Rohmer (20 h 40, ch. 3).

MARDI 26

Un film soviétique de Dzigane sur la révolte de 1919 : « Les marins de Cronstadt » (15 h 15, ch. 2).

Après un film de l'Unesco, un débat des Dossiers de l'écran sur la pollution, avec Robert Poujade (20 h 35, ch. 2).

« La musique des oiseaux », documentaire de Rossif et Bouteiller (20 h 35, ch. 1).

MERCREDI 27

Sur le thème « La démocratie », un duel René Piquet (P.c.) — Jacques Marette (U.d.r.) aux Trois vérités (20 h 35, ch. 1).

Guillaume le Conquérant à Hastings, dans la série Les grandes batailles du passé (20 h 40, ch. 3).

JEUDI 28

Alfred Kern, écrivain socialiste, à « L'heure alsacienne » (19 h 40, ch. 3).

« La clé des champs » : un ajusteur reçoit sa lettre de licenciement — un film-enquête interprété par des non-professionnels (20 h 35, ch. 1).

La crise britannique au magazine 52 (20 h 40, ch. 3).

Disques

CHANSON

*** Jean Moiziard : Mes départements (Cavalier MK 110, diffusion D.p.i.)**

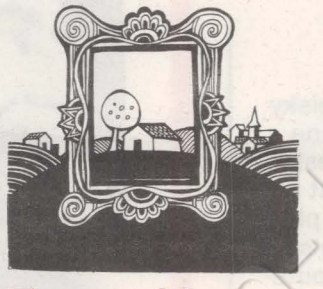
Pour inaugurer une nouvelle collection de jeunes auteurs (Maquis du monde) ce deuxième disque de Moiziard, qui joue franchement le jeu de la tradition : accompagnée par un violonneux, une « chronique paysanne » crue et moqueuse.

*** Les Ménestriers : Vive Henri IV (Cavalier BP 2005).**

Par le quintette d'instruments anciens favori des tournées J.m.f., les danses populaires de la Renaissance. Signées ou non Clément Marot, les chansons, volontiers lestes, sont particulièrement réjouissantes.

*** Le Chili de Violeta Parra : « Un rio de Sangre » (Arion ARN 34222).**

« Regarde comme on nous parle de liberté quand, en vérité, la liberté n'existe pas. »



Expositions

PARIS

*** Grand Palais (entrée Clémenceau) : « Jean Paulhan à travers ses peintres ».**

Un écrivain qui fut aussi un grand découvreur : ses trois héros, Braque, Fautrier, Dubuffet, mais aussi Ernot, Picasso, Chirico et bien d'autres.

*** Musée du Louvre (Pavillon de Flore) : « Cartons d'artistes du XVe au XIXe siècle ».**

Des dessins, en noir et blanc, exécutés sur du papier, destinés à être découpés et appliqués comme des patrons sur les murs ou sur les toiles. Cinquante cartons témoignent du travail d'artistes tels que Léonard de Vinci ou Charles Le Brun.

*** Musée national d'art moderne : Richard Lindner.**

Dessins, aquarelles et peintures d'un des plus importants représentants de la peinture figurative.

*** Musée d'art moderne de la Ville de Paris : « Hyperréalisme et art conceptuel ».**

Le groupe Animation-Recherche-Confrontation (Arc 2) participe à cette mode : l'hyperréalisme. La précision de la photo dans la peinture. Collections Ludwig et Aix-la-Chapelle.

PROVINCE

*** Nantes (musée des Beaux-Arts et château des Ducs) : « James Guitet pendant 30 ans ».**

Peintures, dessins, gravures, ouvrages d'architecture, tapisseries, éléments d'arts décoratifs. Une présentation rétrospective.

*** Marseille (Vieille-Charité, rue de l'Observance) : « Images d'une France ».**

50 photographies d'André Martin.

*** Clermont-Ferrand (Musée Bargoin) : Exposition Morellet.**

Peinture, figurative, abstraite, puis orientée vers une organisation géométrique. Morellet fut un des cofondateurs du groupe de Recherches d'Art visuel. Un des plus cohérents de l'art lumino-cinétique.

*** Auxerre (musée d'Auxerre) : « Pour les enfants ».**

Que pensent les enfants de « l'art des adultes » ? Les collections du musée d'Auxerre les feront-ils réagir sur les carnets que l'on met à leur disposition à côté de chaque toile ?

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jacqueline Sorret, Maurice Séveno, Antoine Violet.

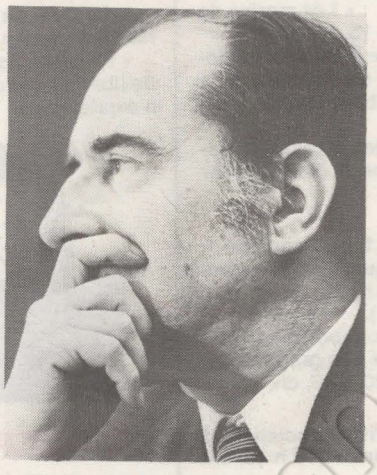
SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéi.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi) ou directement au journal, 5 rue Viollet-le-Duc, Paris 9e.
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetot.

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

VENDREDI 15 FEVRIER

L'autre soir, le Chancelier Kreisky m'a conté cette histoire à Vienne : Karl est fil-de-fériste. Il peut rester une bonne matinée assis ou debout en équilibre sur un fil de fer tendu à plusieurs mètres au-dessus du sol. Mais son ami Johann le défie d'y demeurer toute une journée. Vexé, Karl augmente les enchères et prétend que non seulement il tiendra le temps qu'il voudra, mais encore sur un pied. « En jouant du violon ? » dit Johann. « D'accord pour Mozart », répond Karl.

Le lendemain, Karl s'exécute, monte sur le fil, se balance sur un pied, prend un violon, joue du Mozart et, pour faire bonne mesure, s'installe là une semaine. Quand il descend, pari tenu et largement, Johann, loin d'applaudir, se tait. « Eh bien, qu'en penses-tu ? », dit Karl. « Si tu veux que je sois franc, dit Johann, cela ne valait pas Yehudi Menuhin ».

J'ai savouré comme il convient cet apologue sur les difficultés du pouvoir. Il servira à qui voudra.

SAMEDI 16 FEVRIER

Je ne compte plus mes conseilleurs. Le dernier en date, M. Jean-Paul Fasseau, président de l'Union des jeunes pour le progrès, c'est-à-dire des jeunes gaullistes (le mot progrès ferait hésiter), me recommande, suite au bannissement de Soljenitsyne, d'annuler mon voyage en Union soviétique si je « veux me comporter en homme politique responsable ». Boufre ! En homme politique responsable ! Il me faut donc attendre pour l'être que M. Fasseau (Jean-Paul) en décide. L'impayable sérieux de ces gens qui tranchent de tout et qui parlent la bouche pleine de leur importance me distrait par ces heures grises.

Je n'ai pas besoin qu'on m'y pousse pour écrire ce que je pense de l'affaire Soljenitsyne, cet écho affaibli mais encore menaçant d'un immense malheur. Et j'ignore les précautions à prendre. Entre les communistes et nous, ces choses-là sont entendues depuis le premier jour. Le débat sur la liberté n'est pas comme un livre qu'on ferme, comme une page qu'on déchire, quand on l'ouvre on va jusqu'au bout.

DIMANCHE 17 FEVRIER

D'une lettre de Voltaire à sa nièce, Mme Denis, je relève ce passage : « Je ressemble assez à celui qui rêvait qu'il tombait d'un clocher et qui, se trouvant fort mollement dans l'air, disait : pourvu que ça dure ».

Je ne sais pourquoi l'image de ce dormeur haut perché me fait penser à Valéry Giscard d'Estaing.

LUNDI 18 FEVRIER

Berrichon par mon père, Saintongeais par ma mère, je n'entends et ne parle que le français. Né au point de rencontre exact des pays d'Oc et d'Oïl, mais tout de même du côté d'Oïl, mon oreille incertaine n'a pas su retenir le chant de la langue voisine. Je le regrette à mesure que vieillir m'ouvre l'esprit. Mon grand-père maternel racontait, dans un patois irréprochable, de succulentes histoires charentaises qui faisaient la joie des soirées familiales. La petite réputation qu'il en tirait le flattait plus que n'importe quelle décoration. L'hérédité aidant, j'ai à mon tour été visité par l'orgueil lorsque, lisant une biographie de Burgaud des Marets, le barde saintongeais (et traducteur d'Adam Mickiewicz), j'appris que mon ancêtre direct, Peaupré Lorrain, avait été non seulement le compagnon préféré du grand homme, mais aussi son diseur de fables et de poèmes. L'une de mes sœurs a reçu ce don en partage. Quand je vais la voir dans sa maison des Barronies, entre Dauphiné et Provence, un voyageur égaré s'étonnerait de nous entendre rire aux accents d'un parler inconnu. Récemment, chez un bouquiniste, j'ai acquis une liasse de papiers manuscrits provenant de la succession Goulbenèze, notre dernier chantre local, ou plutôt notre avant-dernier, car je n'oublie pas Odette Commandon et ses « Contes de la Cagouille ». J'y ai goûté une saveur liée à la vie profonde du peuple qui est le mien.

Encore s'agit-il d'un dialecte qui a le sens de ses limites. Mais cette approche me permet de comprendre l'attrait, l'amour des hommes pour la langue qui donne un nom aux choses qu'ils touchent, qu'ils voient, aux sentiments et aux idées. Enfoncer une aiguille dans le cervelet est une sûre façon de tuer. Il en est ainsi d'une langue que l'on refuse d'enseigner : on tue quelqu'un, sans rémission. On ne m'accusera pas de me constituer d'office avocat pour les destructeurs de l'émetteur breton. Recommander l'explosif comme réponse à nos problèmes serait de courte vue. « Les armes, remarquait Don Helder Camara à l'émission Actuel 2, sont du côté des oppresseurs. Il n'est pas étonnant qu'à tout jouer sur les armes, on perde ». Mais, moi, Français de France, je témoigne pour mes frères de Bretagne que je ne sais pas un traître mot de leur Histoire, s'ils en ont une, avant le jour où cette Histoire devint la nôtre. Evanouie, gommée. A douter que sans leur petite Anne, deux fois reine de France, la Bretagne eût existé. Est-ce acceptable ?

Les hebdos d'aujourd'hui, alertés par l'attentat de Roc-Tredudon, sont pleins de récits lamentables. Mes lecteurs s'y reporteront. Je ne pense pas, pour ma part, que puisse légitimement se perpétuer une politique qui voue 5 millions des nôtres ici, 10 millions ailleurs, à vivre sans passé. La violence commence là.